

BUREAU DU 10 MARS 2017

CENTRE DES EXPOSITIONS – 11H30

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Le Bureau de Nantes Métropole, dûment convoqué le 03 mars 2017, a délibéré sur les questions suivantes :

Nombre de Membres du Bureau en exercice : 47

Président de séance : Madame Johanna ROLLAND – Présidente de Nantes Métropole

Secrétaire de séance : Madame Myriam NAEL

Points 01 à 07 (11h45 à 12h03)

Présents : 43

M. AFFILE Bertrand, M. ALIX Jean-Guy, M. ALLARD Gérard, M. AMAILLAND Rodolphe, Mme BESLIER Laure, M. BOLO Pascal, M. BUQUEN Eric, M. BUREAU Jocelyn, Mme CHEVALLEREAU Claudine, Mme CHIRON Pascale, Mme COPPEY Mahel, M. COUTURIER Christian, M. DAVID Serge, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. DUCLOS Dominique, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GILLAIZEAU Jacques, Mme GRELAUD Carole, Mme GRESSUS Michèle, M. HAY Pierre, Mme LAERNOES Julie, Mme LE BERRE Dominique, Mme LE STER Michèle, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LEMASSON Jean-Claude, M. LUCAS Michel, Mme MAISONNEUVE Monique, M. MORIVAL Benjamin, M. MOUNIER Serge, Mme NAEL Myriam, Mme NEDELEC Marie-Hélène, M. NICOLAS Gilles, Mme PERNOT Mireille, M. PRAS Pascal, M. RIOUX Philippe, M. ROBERT Alain, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SOBCZAK André, Mme SOTTER Jeanne, M. VEY Alain, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 3

Mme DUPORT Sandrine (pouvoir à Mme PERNOT Mireille), M. GUERRIAU Joël (pouvoir à M. RIOUX Philippe), M. PARPAILLON Joseph (pouvoir à Mme MAISONNEUVE Monique)

Absent : 1

Mme PREVOT Charlotte

Points 8 à 13 (12h04 à 12h14)

Présents : 42 Absents et représentés : 4 Absent : 1

Départ de M. Rodolphe AMAILLAND qui donne pouvoir à Mme Michèle LE STER

Point 14 (12h15)

Présents : 41, Absents et représentés : 4, Absents : 2

Départ de M. Michel LUCAS

Points 15 à 28 (12h16 à 12h31)

Présents : 40 Absents et représentés : 5 Absents : 2

Départ de M. Jean-Claude LEMASSON qui donne pouvoir à M. Jacques GARREAU

01- ESPACES PUBLICS - VOIRIE - PROGRAMMES ENVELOPPES - LANCEMENT DE CONSULTATIONS

EXPOSE

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

01 – BASSE-GOULAIN – PASSAGE DE LA PLEE – REAMENAGEMENT DE LA VOIE EN ZONE 30 – MODIFICATION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – ATTRIBUTION ET SIGNATURE DU LOT N°1 RELATIF AUX TRAVAUX DE VOIRIE

Par délibération du 3 juin 2016, le Bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération « Passage de la Plée - Réaménagement de la voirie en zone 30 » sur la commune de Basse-Goulaine, pour un montant de 266 666,67 € HT soit 320 000 € TTC.

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet, comprenant 2 lots distincts.

Le montant des travaux était estimé à 233 333,34 € HT soit 280 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation des marchés de travaux.

Malgré les négociations entamées avec les soumissionnaires, il n'a pas été possible d'obtenir des offres concordant avec l'estimation initiale des travaux.

C'est pourquoi, l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération doit être revalorisée de 85 000 € TTC et passer à 337 500 € HT soit 405 000 € TTC (valeur décembre 2016).

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants :

Lots	Sociétés	Montant marché €HT	Montant marché €TTC
Lot n°1 - Voirie	AUBRON MECHINEAU SAS	193 563,50 € HT	232 276,20 € TTC
Lot n°2 – Éclairage public	CITEOS	76 973,90 € HT	92 368,68 € TTC

Il vous est proposé d'attribuer et d'autoriser la signature du marché relatif au lot n°1 - Voirie avec la Société AUBRON MECHINEAU SAS sur la base de cette nouvelle évaluation financière.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération n°2016-3239, libellée « Nouveaux aménagements de voirie Pôle Loire, Sèvre et Vignoble ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

2 – CARQUEFOU – AMENAGEMENT DE LA RUE ANDRE MAUROIS – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PREVISIONNELLE

La rue André Maurois à Carquefou connaît une évolution de son urbanisation avec la réalisation de plusieurs projets immobiliers incluant logements, commerces et maison des seniors notamment. Elle accueille par ailleurs la Médiathèque et constitue un lien important entre les boulevards extérieurs sud-est et le centre-ville avec une connexion sur la halle Saint-Pierre et la place de l'église. Enfin, un axe transversal nord-sud est en création entre le chemin de Traverse, où se trouve une école élémentaire, et la médiathèque.

L'ensemble de cette rue nécessite un aménagement qualitatif, afin :

- de mettre en place une liaison cyclable sécurisée, à raccorder sur celle existante et récemment améliorée au sud-est (liaison douce Jumelière-Métropolitain) ;
- d'améliorer les cheminements piétons avec mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite, et notamment entre l'entrée de la médiathèque et la liaison piétonne nord-sud à venir vers le Chemin de Traverse et l'école ;
- de réorganiser les stationnements de la rue, en lien avec l'offre de parkings déjà existante et l'évolution de l'urbanisation (gestion des nouveaux accès et des nouvelles cellules commerciales) ;
- de passer la rue en zone 30, avec la mise en place d'une écluse ou d'un dispositif équivalent afin de marquer la réduction de vitesse en entrée de rue, puis d'un plateau ralentisseur à hauteur de la médiathèque pour poursuivre l'apaisement des vitesses et assurer le lien avec la liaison piétonne Nord-Sud ;
- de renouveler l'alignement d'arbres vieillissants, associé à un traitement des pieds d'arbre en couvre-sol et d'une bande verte séparant les flux piétons et véhicules ;
- de mettre à niveau l'éclairage public (renouvellement des mats et lanternes, avec luminaires de type Leds), le mobilier urbain (bancs notamment) et le réseau pluvial de voirie.

L'enveloppe financière de l'opération est estimée à 666 666,67 € HT, soit 800 000 € TTC (valeur Février 2017).

Pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 036 - nouveaux aménagements de voirie, opération 2017 - N° 3249, libellée « Nouveaux aménagements de voirie pôle Erdre et Loire ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

3 – THOUARE-SUR-LOIRE– AMENAGEMENT DE LA RUE DE CARQUEFOU (SECTION AVENUE DES MARTINIÈRES / ROND POINT ROBERT SCHUMAN)- APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

La rue de Carquefou à Thouaré-sur-Loire constitue l'entrée nord du centre ville de la commune en provenance de la route de Paris. Cette rue très fréquentée est également empruntée par le Chronobus C7. Elle n'a pas connu d'aménagements récents.

La chaussée doit être reprise afin de maintenir un niveau de sécurité satisfaisant. Ces travaux permettront également la mise aux normes des cheminements piétons, la reprise d'un quai bus. Les deux carrefours giratoires avec les rues d'Armorique et de Homberg seront par ailleurs reconfigurés afin d'assurer un meilleur apaisement des vitesses.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 333 333,34 € HT soit 400 000 € TTC (valeur février 2017).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogènes des travaux à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 325 000 € HT soit 390 000 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036 et libellée «Nouveaux aménagements de voirie », opération 2017- N° 3249, libellée «Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Erdre et Loire ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Sud Ouest

4 – BRAINS – AMENAGEMENT DU VILLAGE DE LA GAUTRONNIERE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

La préservation de l'identité des villages et leur mise en valeur figurent parmi les orientations de la commune de Brains. Le village de la Gautronnière, situé à l'ouest du centre bourg, est desservi par les rues du Beau Soleil et Claire Fontaine, il est composé d'un habitat pavillonnaire patrimonial.

En raison de l'état très dégradé des voiries et du besoin d'amélioration des déplacements piétons, il convient de procéder à des aménagements et à des travaux de remise en état.

Les travaux envisagés, réalisés dans le cadre d'une démarche globale d'apaisement de la circulation (mise en place partielle d'une zone de rencontre), consisteront principalement à :

- remettre en état le réseau d'eaux pluviales et améliorer le captage des eaux de ruissellement,
- remettre en état et renforcer la chaussée,
- aménager des points singuliers (zone de rencontre, entrée et sortie de voie),
- sécuriser les cheminements piétons,
- réhabiliter partiellement et compléter les réseaux aériens tel que l'éclairage public.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 300 000 € HT soit 360 000 € TTC (valeur janvier 2018)

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036 et libellée Nouveaux aménagements de voirie, opération - N°2017-2883 , libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Sud Ouest ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

5 - BRAINS – AMENAGEMENT DES RUES DE LA GUERCHE ET DU COTEAU - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

La préservation de l'identité des villages et leur mise en valeur figurent parmi les orientations de la commune de Brains. Les rues de la Guerche et du Coteau situées dans le centre bourg sont composées d'un habitat pavillonnaire patrimonial.

En raison de l'état très dégradé des voiries, il convient de procéder à des aménagements et à des travaux de remise en état.

Les travaux envisagés, réalisés dans le cadre d'une démarche globale d'apaisement de la circulation consisteront principalement à :

- remettre en état le réseau d'eaux pluviales,
- remettre en état et renforcer la chaussée,
- aménager des points singuliers (entrée de voie et carrefours),
- sécuriser les cheminements piétons,
- réhabiliter partiellement et compléter le réseau d'éclairage public.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 237 500 € HT soit 285 000 € TTC (valeur janvier 2018).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036 et libellée Nouveaux aménagements de voirie, opération n°2017 2883, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Sud Ouest ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

6 - LA MONTAGNE – AMENAGEMENT DE LA RUE VIOLIN ET DE LA RUE DE LA MAIRIE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Situées au cœur du centre bourg de la commune de La Montagne, les rues Violin et de la Mairie surplombent les prés de bord de Loire et desservent un habitat de type pavillonnaire. Ces voies sont situées sur l'itinéraire « Loire à Vélo » et sont considérées comme prioritaires au regard du schéma directeur d'accessibilité (SDA) et d'effacement des réseaux aériens.

En raison de l'état dégradé des voiries, il convient de procéder à des aménagements et à des travaux de remise en état.

Les travaux envisagés, réalisés dans le cadre d'une démarche globale d'apaisement de la circulation (mise en place d'une zone de rencontre), consisteront principalement à :

- remettre en état le réseau d'eaux pluviales et améliorer le captage des eaux de ruissellement,
- remettre en état et renforcer la chaussée,
- aménager des points singuliers (entrée de voie, carrefours avec voies adjacentes),
- effacer les réseaux aériens et rénover le réseau d'éclairage public.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 425 000 € HT soit 510 000 € TTC (valeur septembre 2017).

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, qui compte tenu du montant estimé de ses honoraires, sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°036 et libellée Nouveaux aménagements de voirie, opération n°2017-2883, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Sud Ouest ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

7 – REZE – QUAI DE LA VERDURE, RUES ALSACE-LORRAINE ET FELIX FAURE – AMENAGEMENT DES VOIES – AUGMENTATION DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE POUR L'AMENAGEMENT DE LA RUE FELIX FAURE – ATTRIBUTION ET SIGNATURE DU LOT N°1 RELATIF AUX TRAVAUX DE VOIRIE

Par délibération du 1^{er} juillet 2016, le Bureau a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement du quai de la Verdure et des rues Félix Faure et Alsace-Lorraine situés sur la commune de Rezé. Il a également autorisé le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux. Depuis, la commune de Rezé a souhaité la mise en place de 30 conteneurs enterrés sur le quartier, et sollicité des améliorations qualitatives au projet d'aménagement de la rue Félix Faure et du quai de la Verdure.

C'est pourquoi, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement de la rue Félix Faure doit être revalorisée de 300 000 € TTC pour la porter de 1 363 074,52 € HT soit 1 635 689,42 € TTC à 1 613 074,52 € HT soit 1 935 689,42 € TTC (valeur décembre 2016).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet comprenant 2 lots distincts.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, une procédure adaptée a été lancée en vue de la passation des marchés de travaux.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres a émis un avis favorable pour l'attribution des marchés suivants :

Lots	Sociétés	Montant marché €HT	Montant marché €TTC
N°1 - Voirie	CHARIER TP SUD / ID VERDE	1 224 731,20 €	1 469 677,44 €
N°2 – Éclairage public	ENGIE	178 549,82 €	214 259,78 €

Il vous est proposé d'attribuer et d'autoriser la signature du marché relatif au lot n°1 Voirie avec le groupement Charier TP / ID Verde sur la base de cette nouvelle évaluation financière.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°035, libellée « Espaces publics – Autres quartiers politique de la ville » :

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°035, libellée « Espaces publics – Autres quartiers politique de la ville », opérations n°2013-2730 et 2016-2730, libellées « Rezé – Pont Rousseau ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

8 – NANTES – PORT BOYER – ABORDS MAISON DE QUARTIER ET RUISSEAU DES SOURDES – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PREVISIONNELLE

La maison associative de quartier rue du Port Boyer à Nantes a été réalisée à proximité immédiate du ruisseau des Sourdes, affluent de l'Erdre. Compte tenu du caractère vieillissant du parking voisin de 73 places et des défauts d'aménagement des abords immédiats de la maison associative, il est opportun d'engager des travaux pour traiter cet espace, en améliorer les usages et préserver l'intégrité de ces lieux.

L'ensemble de ces espaces publics nécessite un réaménagement, avec :

- une recomposition de l'offre de stationnements autour de la maison associative, notamment celle située en bordure de ruisseau, permettant une protection et une mise en valeur du ruisseau des Sourdes,
- une création de cheminement doux le long du ruisseau et de la maison associative, dans la continuité de l'existant et dans la perspective d'un cheminement qualitatif inter-quartiers,
- une mise en valeur d'ensemble, en lien avec les activités associatives.

L'enveloppe financière de l'opération est estimée à 425 000 € HT, soit 510 000 € TTC (valeur novembre 2017).

Pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe qui devra concevoir l'aménagement en lien avec le milieu naturel voisin et les usages de proximité. Compte tenu du montant estimé de ses honoraires, le maître d'œuvre sera désigné dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 035 – Quartier Politique de la Ville , opération 2017 - N° 2367, libellée Quartier Politique de la Ville (hors ANRU) et sur l'AP n° 036 - nouveaux aménagements de voirie, opération 2017 - N° 3249, libellée Nouveaux aménagements de voirie pôle Erdre et Loire. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI. Pôle Nantes Loire

9 - NANTES – RENOVATION DES DALLAGES ET PAVAGES DU COURS DES 50 OTAGES – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

Afin de poursuivre la réhabilitation des parties piétonnes et des zones de passage des véhicules du cours des 50 otages à Nantes, il convient de rénover les dallages et pavages entre la place du commerce et la place du Cirque. Les travaux consistent à remplacer les dalles cassées ou à remettre à niveau celles soulevées par les plantations et à restaurer les joints abîmés.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 266 666,67 € HT soit 320 000 € TTC (valeur janvier 2017).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La nature et le contenu homogènes des travaux ne permettent pas un allotissement.

Le montant des travaux est estimé à 241 666,67 € HT soit 290 000 € TTC.

Conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 036, libellée « Nouveaux aménagements de voirie », opération 2016 – N°2891, libellée « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Nantes Loire ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve les programmes et fixe les enveloppes financières prévisionnelles des opérations suivantes :

COMMUNES	OPERATIONS	MONTANTS HT	MONTANTS TTC
CARQUEFOU	aménagement de la rue André Maurois	666 666,67 €	800 000 €
THOUARE SUR LOIRE	aménagement de la rue de Carquefou	333 333,34 €	400 000 €
BRAINS	aménagement du village de la Gautronnière	300 000 €	360 000 €
BRAINS	Aménagement des rues de la Guerche et du Côteau	237 500 €	285 000 €
LA MONTAGNE	aménagement de la rue Violin et de la rue de la Mairie	425 000 €	510 000 €
NANTES	aménagement des abords de la Maison de quartier et du Ruisseau des Sourdes sur le quartier du Port Boyer	425 000 €	510 000 €
NANTES	rénovation des dallages et pavages du cours des 50 otages	266 666,67 €	320 000 €

2 - Autorise le lancement de procédures adaptées pour la réalisation de travaux de l'opération :

- d'aménagement de la rue de Carquefou sur la commune de Thouaré-sur-Loire.
- de rénovation des dallages et pavages du cours des 50 otages, sur la commune de Nantes,

3 - Approuve l'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération « Passage de la Plée - Réaménagement de la voirie en zone 30 » sur la commune de Basse-Goulaine pour la porter de 266 666,67 € HT soit 320 000 € TTC à 337 500 € HT soit 405 000 € TTC,

4 - Décide pour cette opération d'attribuer et d'autoriser la signature du marché relatif au lot n°1 – Voirie avec la Société AUBRON MECHINEAU SAS pour un montant de 193 563,50 € HT soit 232 276,20 € TTC,

5 - Approuve l'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement des rues Félix Faure et Alsace Lorraine sur la commune de Rezé pour la porter à 1 613 074,52 € HT soit 1 935 689,42 € TTC.

6 - Décide pour cette opération d'attribuer et d'autoriser la signature du marché relatif au lot n°1 – Voirie avec le groupement CHARIER TP SUD / ID VERDE pour un montant de 1 224 731,20 € HT, soit 1 469 677,44 € TTC.

7 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

02 – OPERATION DE MISE EN SECURITE DU RESEAU TRAMWAY - PROGRAMME 2017–2020 - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

EXPOSE

La mise en sécurité du réseau tramway a déjà donné lieu à l'élaboration de trois plans d'actions, 2006-2008, 2009-2011 puis 2012-2015. Les objectifs de ces plans d'actions étaient principalement de réduire le risque d'accidents et la gravité de ces derniers quand ils surviennent. Ils ont permis de traiter des situations accidentogènes sur le réseau de tramway, notamment via une meilleure gestion des conflits d'itinéraires piétons ou véhicules avec l'itinéraire tramway. Ils ont également permis de crédibiliser la signalisation lumineuse de trafic, par la configuration des carrefours et le réglage des feux de telle sorte que la durée des feux rouges soit la plus courte et utile possible. L'objectif est que les usagers ne soient pas encouragés à passer aux feux rouges s'ils attendent trop longtemps sans qu'aucun tramway ni bus ne passe. La mise aux normes du réseau, au travers d'actions comme le déplacement des obstacles fixes par exemple, a également été confortée.

Le programme d'actions 2012-2015 qui se termine et dont l'enveloppe financière était de 4 817 731,28 € TTC, a permis de :

- réaliser des petites opérations de sécurité de type marquage au sol,
- déplacer 23 poteaux supports de ligne aérienne de contact situés dans des zones devant être libres de tout obstacle fixe,
- sécuriser 11 carrefours de la métropole parmi les plus accidentogènes,
- créer ou sécuriser des traversées piétonnes de plate-forme tramway, comme celle d'Angevinière sur la ligne 3,
- réaliser des adaptations sur les matériels roulants tramway,
- réaliser des améliorations de sécurité préconisées dans le Dossier de Sécurité Régularisé et produire le Dossier de Sécurité Actualisé, documents obligatoires relatifs à la sécurité des transports guidés.

Depuis 2011, pour 10 000 km parcourus sur le réseau de tramway, le nombre de collisions avec un tiers est passé de 0,277 à 0,194.

Aujourd'hui, il est nécessaire de poursuivre la mise en sécurité du réseau de tramway de l'agglomération nantaise, pour améliorer encore la sécurité des usagers des transports et des espaces publics.

Ainsi, il est proposé d'approuver un nouveau programme d'actions pour les quatre années à venir, pour réaliser des mises en sécurité de même type que celles listées ci-dessus, avec notamment :

- la poursuite du déplacement des obstacles fixes, étant donné qu'il reste à ce jour 143 poteaux supports de ligne aérienne de contact à déplacer. Dix-huit poteaux pourraient être traités dans ce nouveau plan d'actions ;
- le renforcement de la signalisation verticale et horizontale,
- l'amélioration de la crédibilité de la signalisation lumineuse de trafic, par la configuration des carrefours et le réglage des feux de telle sorte que la durée des feux rouges soit la plus courte et utile possible et que les usagers ne soient pas encouragés à passer aux feux rouges s'ils attendent trop longtemps sans qu'aucun tramway ni bus ne passe.
- la sécurisation de cheminements piétons et notamment pour les personnes aveugles et mal-voyantes.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 125 000 € HT soit 1 350 000 € TTC.

Pour la réalisation de ce programme d'actions, Nantes Métropole recourra aux prestations du titulaire de l'accord-cadre de mandats relatif au développement et à la sécurisation du réseau de transport collectif structurant. Compte tenu du montant estimé de sa prestation, le marché subséquent correspondant sera lancé dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente et aux vice-présidents.

Le détail opérationnel et le phasage seront précisés ultérieurement dans le cadre des missions confiées au mandataire.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2017 sur l'AP n°027 et libellée *Équipements Exploitation Transports*, opération 2017 - N° 2858, libellée *Mise en sécurité Tramway 2017-2019*.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Approuve le programme de l'opération de mise en sécurité du réseau Tramway 2017-2020.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 125 000 € HT soit 1 350 000 € TTC.
3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Erdre et Loire

03 – CARQUEFOU ET NANTES QUARTIER ERDRE – AMENAGEMENT DE LIAISONS DOUCES ROUTE DE CARQUEFOU, RUE DU CHAMP DE MANŒUVRE, RUE DE NANTES ET BOULEVARD NICEPHORE NIEPCE – RENOVATION DES CHAUSSEES ROUTE DE CARQUEFOU ET BOULEVARD NICEPHORE NIEPCE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

La route de Carquefou, voie principale de catégorie A, constitue un axe intercommunal important reliant le quartier Beaujoire de Nantes à la commune de Carquefou. Cette voie relativement routière ne dispose pas d'aménagements cyclables sur l'ensemble de son linéaire. Pour faciliter les déplacements doux entre quartiers et communes, il est proposé d'aménager une voie verte sur environ 600 mètres entre le boulevard Nicéphore Niepce et le rond point du Housseau afin de relier la piste bi-directionnelle existante et rejoindre Carquefou.

Parallèlement, avec l'ouverture à la rentrée 2017 d'un nouveau collège sur le quartier Saint Joseph de Porterie et d'un nouveau lycée rue de la Mainguais à Carquefou, il convient de sécuriser les liaisons douces entre ces deux équipements depuis les axes principaux, dont la route de Carquefou.

Pour cela, dans la continuité des aménagements existants boulevard Nicéphore Niepce, deux pistes cyclables seront créées pour rejoindre le carrefour route de Carquefou / boulevard Nicéphore Niepce.

La future voie verte créée route de Carquefou sera prolongée rue du Champ de Manœuvre, pour rejoindre la rue de Nantes où des écluses seront mises en œuvre pour apaiser les vitesses et accompagner la création d'un chaucidou.

Compte tenu du fort trafic présent sur le secteur, les travaux seront programmés pour l'été 2017 avec des mesures de circulations impactantes pour le quartier.

Par ailleurs, la route de Carquefou et la rue Nicéphore Niepce ont été priorisées dans le cadre du programme 2017 des travaux d'Entretien Rénovation Sécurité (ERS) du pôle.

Afin de coordonner au mieux les interventions et limiter les nuisances auprès des usagers, il convient de réaliser ces travaux d'ERS parallèlement aux travaux de liaisons douces. Il est donc proposé de regrouper les interventions dans un même projet.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération (travaux neufs et rénovation) est estimée à 660 000 € HT soit 792 000, € TTC (mars 2016).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

Le contenu et la nature homogènes des travaux ne permettent pas le recours à un allotissement.

Le montant global des travaux est estimé à 651 666,67 € HT soit 782 000 € TTC pour l'ensemble des travaux à réaliser, neufs et rénovation.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°025, libellé «Déplacements doux », opération 2017/3382- N°, libellé «Plans communaux de déplacements doux » et sur l'AP037, libellé « Entretien du Patrimoine », opération 2017/2881. Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 100 000 € TTC.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve le programme de l'opération relative à l'aménagement de liaisons douces route de Carquefou, rue du Champ de Manœuvre et boulevard Nicéphore Niepce, ainsi qu'à la rénovation des chaussées route de Carquefou et boulevard Nicéphore Niepce sur les communes de Nantes et Carquefou.

2- Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 660 000,00 € HT soit 792 000,00 € TTC.

3- Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux.

4- Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer, le marché et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

04 – THOUARE-SUR-LOIRE, NANTES ET SAINT-JEAN-DE-BOISEAU - LOIRE A VELO – APPROBATION DU DOSSIER D'ENQUETE PARCELLAIRE – DEMANDE D'OUVERTURE ENQUETE PARCELLAIRE

EXPOSE

Par délibération du 19 décembre 2003, le conseil communautaire a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de réalisation du projet de « La Loire à Vélo » sur le territoire de Nantes Métropole.

Par délibération du bureau communautaire en date du 24 novembre 2006, Nantes Métropole a approuvé les dossiers d'enquête relatifs à la réalisation de l'itinéraire « La Loire à Vélo » sur le territoire de Nantes Métropole en vue de l'obtention d'une déclaration d'utilité publique de l'opération et la mise en œuvre d'une enquête parcellaire ayant pour objet la définition des parcelles à acquérir, au besoin par voie d'expropriation.

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, prorogé pour une période de cinq ans à compter du 8 octobre 2012, les travaux de l'itinéraire « La Loire à vélo » au bénéfice de Nantes Métropole dans les communes de Mauves-sur-Loire, Thouaré-sur-Loire, Sainte-Luce-sur-Loire, Nantes, Rezé, Saint-Herblain, Bouguenais, Indre, La Montagne, Saint-Jean-de-Boiseau, Couëron et Le Pellerin ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 9 mai 2007, une enquête parcellaire a été prescrite du 18 juin au 4 juillet 2007 en vue de délimiter exactement les immeubles à acquérir, pour la réalisation des travaux de l'itinéraire « La Loire à Vélo ».

Les parcelles nécessaires à la réalisation des travaux les plus importants ont été acquises auprès des propriétaires concernés suite à des accords amiables. Ces travaux sont à présent terminés.

Il reste aujourd'hui à acquérir les parcelles privées déjà affectées à l'assiette du parcours sous forme de chemins et à effectuer les régularisations foncières liées aux légères modifications de l'itinéraire « La Loire à Vélo ». Par conséquent, une nouvelle procédure d'enquête parcellaire est nécessaire.

La délibération a donc pour objet :

- d'approuver le dossier d'enquête parcellaire présenté ci-dessus et consultable à la Direction de l'Espace Public,
- de solliciter auprès de Madame la Préfète l'ouverture de l'enquête parcellaire.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve le dossier d'enquête parcellaire de l'opération «Loire à vélo » sur le territoire de Nantes Métropole.

2 - Sollicite auprès de Madame la Préfète l'ouverture de l'enquête parcellaire.

3 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Pôle Loire, Sèvre et Vignoble

05 - REZE - SECTEUR TROCARDIERE – EQUIPEMENT SPORTIF METROPOLITAIN - AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT PIETONS ET PMR - EXTENSION DU PARKING DE LA SALLE SPORTIVE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Des cheminements piétons ont été aménagés au Nord et au Sud de la rue de la Trocardière à Rezé, mais le tronçon central, situé devant les halles, n'est actuellement pas aux normes pour les personnes à mobilité réduite (PMR). Il convient donc d'améliorer l'accessibilité sur ce tronçon. Dans ce contexte, compte tenu de leur mauvais état phytosanitaire, les arbres existants seront abattus. Les candélabres seront remplacés et déplacés en fond de trottoir et ce dernier sera élargi. Les places de stationnement seront conservées.

Par ailleurs, lors d'événements simultanés sur la halle de la Trocardière et la salle sportive métropolitaine, la pression en stationnement dans le secteur est forte. Pour y remédier, le parking existant de la Trocardière sera agrandi, afin de créer 170 places supplémentaires.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 257 500 € HT soit 309 000 € TTC (valeur décembre 2016).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 250 833,33 € HT soit 301 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget :

- sur l'AP025 libellée « Déplacements doux », opération n°2017-3382, libellée « Plans communaux de déplacements doux ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 60 000 € TTC.

- sur l'AP008 et libellée « Grands équipements métropolitains », opération n°2012-3341, libellée « Salle sportive métropolitaine ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe centrale de la PPI.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve le programme de l'opération d'aménagement d'un cheminement piétons accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) face à la halle, rue de la Trocardière, et d'extension du parking de la salle de la Trocardière, sur la commune de Rezé.

2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 257 500 € HT soit 309 000 € TTC.

3 - Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

4 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer, les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction des Services de Mobilité

06 – REALISATION D'ENQUETES DE STATIONNEMENT – ACCORD-CADRE – LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT

EXPOSE

Les besoins de connaissance du fonctionnement du stationnement sur le territoire métropolitain apparaissent régulièrement dans le cadre des projets stratégiques de Nantes Métropole (plans de circulation, mise en place de nouvelles infrastructures pour les transports collectifs et les cycles,...).

Afin d'y répondre aisément et rapidement, il convient de lancer une consultation pour la conclusion d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande pour la réalisation de l'ensemble des enquêtes de stationnement du territoire métropolitain.

Deux typologies d'enquêtes de stationnement distinctes existent, la consultation est donc divisée en deux lots :

- lot 1, les enquêtes occupation-rotation,
- lot 2, les enquêtes interviews-questionnaires.

Pour les lots 1 et 2, il est demandé au prestataire de réaliser les enquêtes sur les périmètres et horaires définis par Nantes Métropole, d'exploiter les résultats et de les restituer sous forme de tableaux et de cartographies.

L'ensemble des prestations est estimé, pour les lots 1 et 2 cumulés, à 280 000 € HT soit 336 000 € TTC pour une durée de 2 années à compter de la notification des marchés. Ces marchés sont reconductibles deux fois par périodes d'un an. Sur la durée totale du marché, pour les deux lots, le montant maximum est fixé à 720 000 € HT.

Conformément aux articles 66 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe stationnement à l'article 011/617, opération 2273 et au budget principal à l'article 011.1/617, opération 2927.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Autorise le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation d'enquêtes de stationnement, sous la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commande,
2. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les marchés, et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

07 – NANTES – DEMOLITION LINEAIRE DU DOUBS ET PLACE DES LAURIERS – QUARTIER BELLEVUE – APPROBATION CONVENTION CO-MAITRISE D'OUVRAGE - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

EXPOSE

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine Grand Bellevue, le secteur des Lauriers a été identifié comme un espace prioritaire d'intervention par Nantes Métropole du fait de difficultés fonctionnelles et sociales importantes. En 2013, une phase de concertation avec les habitants a abouti à un schéma d'aménagement portant sur la démolition de la place des Lauriers, constituée d'un parking sous dalle, ainsi que du linéaire du Doubs situé en fond de place (bâtiment composé de 48 logements sociaux et de 11 locaux commerciaux et non commerciaux en rez-de-chassée, appartenant à Nantes Métropole Habitat). La tour du Doubs ainsi que la Maison de l'Habitant et du Citoyen de Bellevue (MHCB) sont conservées dans le projet.

Il a été jugé intéressant et opportun, dans ce quartier en mutation, d'améliorer le cadre de vie et d'apporter une diversification de l'offre de logements pour une plus grande mixité sociale.

Nantes Métropole et Nantes Métropole Habitat ont décidé de réaliser ce projet dans le cadre d'une convention de co-maîtrise d'ouvrage, conformément à l'article 2.II de la loi n°85-704 relative à la maîtrise d'ouvrage publique (Loi Mop), dont le maître d'ouvrage unique est Nantes Métropole.

L'enveloppe financière prévisionnelle globale de l'opération est estimée 1 583 333,33 € HT, soit 1 900 000 € TTC. La part à la charge de Nantes Métropole étant de 558 333,33 € HT, soit 670 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP N°2017-035 libellée Espace publics – Autres quartiers de la politique de la ville, opération N° 2017-3273 libellée PNRU – Bellevue-Lauriers – Aménagement des abords du Lot Colas.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Approuve le programme de l'opération de démolition du linéaire du Doubs et de la place des Lauriers – Quartier Bellevue.

2 – Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à la charge de Nantes Métropole à 558 333,33 € HT, soit 670 000 € TTC.

3 – Approuve la convention de co-maîtrise d'ouvrage à conclure entre Nantes Métropole et Nantes Habitat dans le cadre de l'opération de démolition du linéaire du Doubs et de la place des Lauriers – Quartier Bellevue.

4 - Autorise Madame la Présidente ou Madame le membre du Bureau délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Département BATI

08 – ORVAULT – AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

EXPOSE

Depuis le 1^{er} janvier 2017, Nantes Métropole s'est substituée au Syndicat Mixte pour l'Hébergement des Gens du Voyage (SMHGV), suite à la dissolution de celui-ci pour mener une action publique en faveur des gens du voyage. A ce titre, elle participe au développement de l'offre d'accueil adaptée aux besoins en stationnement des voyageurs sur le territoire métropolitain.

L'aire d'accueil des gens du voyage du Bois Cesbron à Orvault, mise en service en 1988 et d'une capacité de 8 places, n'offre plus de conditions satisfaisantes d'accueil.

Aussi, la reconstruction de cette aire a été inscrite au Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage de Loire-Atlantique 2010-2016 en portant le nombre d'emplacements à 16 pour prendre en compte l'évolution des besoins en stationnements des gens du voyage.

Par délibération du 15 décembre 2015, le comité du Syndicat Mixte pour l'Hébergement des Gens du Voyage a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération de reconstruction/extension de l'aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune d'Orvault pour un montant de 1 469 866 € HT soit 1 763 840 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, l'agence d'architecture Marc LOÜER, mandataire du groupement, ayant remis son projet, il convient de lancer la consultation pour la réalisation des travaux.

La consultation comprend 8 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 1 140 000 € HT soit 1 368 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°003, sur l'opération 2017-3737, libellée « Orvault Aire d'accueil gens du voyage ».

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de l'opération de reconstruction/extension de l'aire d'accueil des gens du voyage sur le site du Bois Cesbron à Orvault.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Action Foncière

09 – RESERVES FONCIERES

EXPOSE

1) SAINT- HERBLAIN – RESERVE FONCIERE ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES – QUAI EMILE CORMERAIS - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE NON BATI AUPRES DE LA SOCIETE TOTAL RAFFINAGE MARKETING

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble non bâti, cadastré section CZ n°s 10, 11, 12, 13, 29, 54, 56 et 60, d'une superficie de 45 404 m², situé sur la commune de Saint-Herblain, quai Emile Cormerais, auprès de la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING.

Cet immeuble est inscrit en zone UG du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par le Conseil communautaire du 22 juin 2007.

Il est également situé dans le périmètre de l'orientation d'aménagement de la zone industrielle de la Loire, dont l'objectif est notamment de conforter le cœur industriel du secteur.

Nantes Métropole est déjà propriétaire des parcelles situées au Nord sur lesquelles est implantée la station d'épuration de Nantes Métropole.

Cette acquisition permettra de constituer une réserve foncière pour la réalisation d'une activité industrielle de production à l'échelle de l'agglomération nantaise. Ce projet, en réflexion depuis 2010, répondra ainsi à la mise en œuvre de la politique engagée par Nantes Métropole en matière d'énergies renouvelables.

Un accord est intervenu avec le propriétaire de ce bien moyennant le prix de 600 000 € H.T, augmenté des frais de négociation d'un montant de 18 000 €.

Le prix négocié tient compte des différentes zones impactées par le Plan de Prévention des Risques et d'Inondation (PPRI) de la Loire Aval dans l'Agglomération Nantaise. Il est ainsi décomposé comme suit :

	Surface approximative	Prix
Aléa Fort : 5 €/m²	30 560 m ²	152 800 €
Aléa moyen et faible Prix de référence : 30 €/m² (soit un abattement de 25 % sur le prix de référence)	14 844 m ²	445 320 €
TOTAL	45 404 m ²	598 120 € Arrondi à 600 000 €

Les frais d'acte notarié sont supportés par Nantes Métropole.

Les services de la direction de l'immobilier de l'Etat ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition, en date du 29 novembre 2016.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 001 et libellée *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2014 - N° 3097, libellée *Réserves Foncières Métropolitaines*.

2) THOUARE-SUR-LOIRE – PAF HABITAT – 17 PLACE DE LA REPUBLIQUE - ACQUISITION D'UN IMMEUBLE BATI AUPRES DE MADAME BRUNOT

Dans le cadre de la politique foncière de Nantes Métropole, il convient de procéder à l'acquisition d'un immeuble bâti, cadastré section BB n° 350, lots 4, 8 et 10, d'une superficie de 37,20 m², situé sur la commune de Thouaré-sur-Loire, 17 place de la République, auprès de Madame Anaïs BRUNOT.

Cet immeuble est inscrit en zone UA du Plan Local d'Urbanisme approuvé par le Conseil communautaire du 22 juin 2007.

Le projet prévoit l'implantation d'opérations d'habitat à dominante collective, ainsi que des surfaces commerciales en pied d'immeubles, pour une surface plancher minimum de 3 650 m² en phase 1 et 950 m² en phase 2, soit environ 70 logements créés.

Considérant que l'acquisition s'opère dans le cadre du Programme d'Action Foncière en faveur de l'habitat, la mise en réserve de cet immeuble est de 10 ans maximum. Elle permettra ainsi de répondre aux besoins de production de logements sur la commune de Thouaré-sur-Loire, conformément aux objectifs du Programme Local de l'Habitat.

Dans l'attente de la signature de la convention de gestion relative à la mise en réserve foncière de ce bien, il est proposé d'autoriser la commune à agir en qualité de propriétaire du bien dans tous les droits du propriétaire.

Un accord est intervenu avec le propriétaire de ce bien moyennant le prix de 83 000 € net de taxe, augmenté des frais de négociation d'un montant de 10 000 €.

Les frais d'acte notarié sont supportés par Nantes Métropole.

Les services de la direction de l'immobilier de l'Etat ont donné un avis favorable sur le montant de cette acquisition en date du 14 décembre 2016.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°001 et libellée *Urbanisme et Politique Foncière*, opération 2016 - N° 3098, libellés *Réserves Foncières PAF Habitat*.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Décide d'acquérir l'immeuble non bâti situé sur la commune de Saint-Herblain, quai Emile Cormerais, cadastré section CZ n°s 10, 11, 12, 13, 29, 54, 56 et 60, d'une superficie de 45 404 m², auprès de la société TOTAL RAFFINAGE MARKETING, pour un montant de 600 000 € H.T. auxquels viendront s'ajouter les frais de négociation de 18 000 € et les frais d'acte notarié.

2 - Décide d'acquérir le bien bâti situé sur la commune de Thouaré-sur-Loire, 17 place de la République, cadastré section BB n°350, lots 4, 8 et 10, d'une superficie de 37,20 m², appartenant à Madame Anaïs BRUNOT, pour un montant de 83 000 € net de taxe, auquel viendront s'ajouter les frais de négociation de 10 000 € ainsi que les frais de notaire.

3 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les actes à intervenir, payer le prix et les frais afférents aux actes.

Direction Action Foncière

10 – NANTES – PROJET DES COLLINES DU CENS - CESSION D'IMMEUBLES NON BATIS AU PROFIT DE LAMOTTE CONSTRUCTEUR - APPROBATION D'UNE CONVENTION ENTRE NANTES METROPOLE ET LAMOTTE CONSTRUCTEUR

EXPOSE

Le fonctionnement du centre commercial du Cens, copropriété construite dans les années 70 à l'angle du boulevard Schuman et de la rue Yvernoiseau à Nantes, connaît des difficultés. Des locaux sont vacants, des problèmes de tranquillité publique sont régulièrement signalés, les bâtiments se dégradent. La configuration urbaine et architecturale n'est pas favorable : le centre commercial, organisé autour d'une cour intérieure, est peu visible depuis le boulevard.

La densité de population sur ce secteur, les perspectives de nouvelles constructions de logements, les flux importants sur le boulevard Schuman militent en faveur du maintien voire du renforcement de l'offre commerciale de proximité sur ce secteur.

Face à cette situation, le syndic gérant la copropriété a recherché dès le début des années 2000 des promoteurs susceptibles de travailler sur un projet de démolition – reconstruction après acquisition de la totalité de la propriété. Il est apparu qu'un tel projet ne pouvait être viable qu'avec la reconstruction d'un nouveau centre commercial sur un foncier disponible face à l'actuel centre et appartenant à Nantes Métropole. Ce foncier permet une continuité d'activité pour les commerçants pendant le temps des travaux, il permet aussi d'assurer une meilleure visibilité du centre commercial depuis le boulevard.

Un accord a été donné pour construire sur cette emprise, assorti de contreparties notamment en termes de réinstallation des commerçants.

Un premier projet a fait l'objet d'un permis de construire accordé en 2009, contesté par une association de riverains devant le tribunal administratif. Un dialogue enclenché avec l'association a abouti en 2012 à la signature d'un protocole d'accord avec le promoteur, autour d'un projet moins dense intégrant un nouveau square à l'angle des rues Tahiti et Yvernoiseau et des hauteurs moins importantes.

Le projet ambitionne de redynamiser le quartier avec un centre commercial neuf, mieux organisé et plus visible depuis le boulevard, la confortation de l'offre en services publics avec la relocalisation de la mairie annexe et de la salle associative dans le programme neuf, des espaces publics réaménagés, une offre diversifiée de logements.

L'opération immobilière comporte deux tranches :

- la construction d'un immeuble appelé « ilot B » sur un foncier appartenant à Nantes Métropole, comportant 1417m² de surface commerciale et d'activités, et 1994m² de surface de logements (dont 299m² de logements sociaux et 199m² en logements abordables),
- la démolition de l'ancien centre commercial suivi de la reconstruction d'un immeuble dit « ilot A » comportant une crèche associative, une nouvelle mairie annexe associée à une nouvelle salle associative et 4712 m² de logements (dont 1178m² en logement social et 471m² en logement abordable).

La société Lamotte Constructeur est maître d'ouvrage de l'opération immobilière et prend en charge les contraintes de l'opération, notamment :

- le transfert des commerçants et l'aménagement de leurs nouvelles cellules commerciales,
- le dévoiement des réseaux situés sous le foncier appartenant à Nantes Métropole,
- l'aménagement du square prévu à l'angle Tahiti et Yvernoiseau.

Les modalités de cession du foncier appartenant à Nantes Métropole, à la société Lamotte Constructeur tiennent compte de l'ensemble des contraintes de cette opération et du bilan du promoteur. Elles sont établies dans une convention sur les bases suivantes :

- parcelles cadastrées section OS n^{os} 403 pour 1770m² et 405 pour 616m², soit une emprise totale de 2 386m² dans l'ilôt B
- l'ensemble du foncier a été déclassé du domaine public de Nantes Métropole
- prix de cession de 350 000 €, correspondant à la charge foncière acceptable sur la base du bilan d'opération et des contraintes citées ci-dessus. Ce prix est conforme à l'évaluation de la direction de l'immobilier de l'Etat en date du 18/01/2017.
- engagement de la société Lamotte Constructeur de démarrer les travaux de réalisation de l'ilôt B dans un délai de 5 mois au plus tard et de réalisation de l'ilôt A dans un délai maximum de 36 mois, à compter de la signature de l'acte de cession du foncier par Nantes Métropole.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Décide de céder à Lamotte Constructeur les parcelles situées sur la commune de Nantes, cadastrées section OS n° 403 d'une superficie de 1 770m² et section OS n° 405 pour une superficie de 616m², soit une superficie totale de 2 386m², pour un montant de 350 000 €. Les frais d'acte notarié seront à la charge de l'acquéreur.

2 – Approuve la convention à intervenir avec la société Lamotte Constructeur

3 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention et l'acte à intervenir.

Direction Action Foncière

11 - LES SORINIÈRES – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ COEUR DE VILLE – RUE DES LAURIERS - CESSIION PAR APPORT EN NATURE D'IMMEUBLES NON BATIS A LOIRE OCEAN METROPOLE AMENAGEMENT

EXPOSE

Par délibération du 15 décembre 2014, Nantes Métropole a approuvé la création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Cœur de Ville » sur la commune des Sorinières, ainsi que le contrat de concession conclu avec Loire Océan Métropole Aménagement pour l'aménagement de cette ZAC. Celle-ci s'étend sur une emprise d'environ 1,9 hectare.

Cette ZAC a pour vocation de développer un programme d'habitat d'environ 15 500 m² de surface plancher en vue de créer une surface commerciale et des locaux commerciaux et de services pour 2 500 m², ainsi qu'un programme de 13 500 m² de surface plancher de logements, dont 30 % de logements sociaux.

Le contrat de concession prévoit la participation de Nantes Métropole à l'opération sous forme d'apport en nature des parcelles AC 278, 279 et 280 situées rue des Lauriers. La valeur vénale de ces parcelles est estimée à 947 000 € net de taxes, correspondant aux montants hors frais des 3 acquisitions de biens bâtis réalisées par Nantes Métropole. En 2016, l'aménageur a été autorisé à procéder aux démolitions desdits biens, dans le cadre de la concession.

Il est proposé de réaliser cet apport en nature auprès de Loire Océan Métropole Aménagement.

La valeur vénale a été validée par la direction de l'immobilier de l'Etat le 15 février 2017.

Les frais d'acte notarié sont à la charge de l'acquéreur.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 – Décide de céder par apport en nature à Loire Océan Métropole Aménagement les immeubles non bâtis situés aux Sorinières, rue des Lauriers, cadastrés section AC n^{os} 278, 279 et 280 d'une superficie de 2 062 m², valorisées à 947 000 € net de taxes, les frais d'acte notarié restant à la charge de l'acquéreur.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte à intervenir.

Département du BATI

12 – NANTES – POLE ERDRE ET CENS - APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

EXPOSE

Suite au transfert des agents de voirie du Conseil Départemental de Loire Atlantique, le bâtiment de direction du Pôle Erdre et Cens situé au 37 boulevard Einstein (780 m²) ne permet plus d'accueillir l'ensemble du secteur d'activités. A cette fin, il sera mis un terme au bail en juillet 2017.

Aussi, Nantes Métropole a loué des locaux situés au 48 boulevard Einstein à Nantes pour implanter dans de bonnes conditions le futur siège du Pôle Erdre et Cens. Les services seront répartis sur deux plateaux de bureaux actuellement nus d'aménagement en RDC et au 1^{er} Etage (1197 m²).

Le projet porte sur les aménagements de bureaux, la maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par le cabinet d'architectes AURA.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 566 666,67 € HT soit 680 000,00 € TTC. Le montant des travaux est estimé à 505 000,00 € HT soit 606 000,00 € TTC pour l'ensemble des 7 lots.

Au regard de l'importance limitée de ces travaux après répartition en corps d'état, il a été décidé de les réaliser en utilisant les marchés de travaux à bons de commande existants, ce qui permet de réceptionner les travaux au mois de juin 2017 et de limiter ainsi la double location.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP N°2017-039 libellée Patrimoine Immobilier, opération N° 2017-2711 libellée Travaux d'aménagements divers sur biens d'autrui.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1. Approuve le programme de l'opération d'aménagement des locaux du Pôle Erdre et Cens au 48 boulevard Einstein à Nantes.
2. Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 566 666,67 € HT soit 680 000,00 € TTC.
3. Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Département du BATI

13 – NANTES – CHATEAU DES DUCS DE BRETAGNE – REFECTION DE LA COUR DU CHATEAU – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE – ATTRIBUTION ET SIGNATURE DU MARCHE

EXPOSE

Lors de la rénovation globale du Château des Ducs de Bretagne en 2006, un revêtement en stabilisé renforcé a été mis en place sur la cour du Château. En raison d'une usure anormale apportant des nuisances dans l'exploitation du Château, la collectivité a intenté une action en justice contre le titulaire du marché concerné et a obtenu réparation financière du préjudice. Il devient donc opportun de réaliser le remplacement de ce revêtement.

Les travaux comprendront le remplacement des matériaux en place dans la cour du Château, par un produit stabilisé permettant un remaniement et un façonnage de la cour, par le biais d'un entretien régulier et léger, afin d'assurer la pérennité de ces travaux dans le temps.

L'enveloppe financière de cette opération est évaluée à 330 000 € HT, soit 396 000 € TTC, l'enveloppe réservée aux travaux étant de 280 000 € HT soit 336 000 € TTC.

Le maître d'œuvre de l'opération, Pericolo Architecte a remis son projet, comprenant un marché global. Ces travaux se dérouleront, en site occupé, pour une durée de 8 semaines en avril et mai 2017, y compris la période de préparation.

A cet effet, une procédure adaptée a été lancée, conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, pour la réalisation de ces travaux.

Au regard de l'analyse des offres qui lui a été présentée, la Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 16 février 2017 a émis un avis favorable pour l'attribution de ce marché à la société SPARFEL pour un montant de 206 363,50 € HT, soit 247 636,20 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n°2017-008 et libellée Grands Equipements Métropolitains, opération 2017-3584 libellée DSP Château des Ducs – Travaux du délégué – Entr durable.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Approuve le programme de l'opération relative aux travaux de réfection de la cour du Château des Ducs de Bretagne, sur la commune de Nantes.

2 - Fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 330 000 € HT, soit 396 000 € TTC.

3 - Autorise l'attribution et la signature du marché, passé par procédure adaptée, avec la société SPARFEL pour un montant de 206 363,50 € HT, soit 247 636,20 € TTC.

4 - Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Direction de l'Immobilier

14 - REZE, 7, BOULEVARD MENDES FRANCE, ACQUISITION AUPRES DU DEPARTEMENT DE LOIRE-ATLANTIQUE DE L'IMMEUBLE CADASTRE AZ 333 ET AZ 334

EXPOSE

En 2005, Nantes Métropole a mis à disposition de l'Association pour Adultes et Jeunes Handicapés (APAJH) de Loire-Atlantique un ensemble immobilier d'environ 1 800 m² pour les activités de l'Institut Pour Enfants et Adolescents Polyhandicapés (IPEAP) du Parc de la Blordière, situé boulevard Mendès France à Rezé. En janvier 2013, à la demande de l'association, un bail emphytéotique administratif a été conclu pour une période de 20 ans afin de donner à l'association plus de visibilité pour son développement.

Mais, l'établissement actuel ne répond plus aux enjeux de sécurité et de fonctionnalité des services, ainsi que l'Agence Régionale de Santé (ARS) l'a signifié lors de son dernier contrôle. Par ailleurs, l'établissement connaît une évolution dans le public accueilli, certains enfants présentent de forts handicaps qui nécessitent des soins médicalisés que la configuration du bâtiment ne permet plus de donner.

Dans ce contexte, l'APAJH a présenté le projet de construction d'un nouvel établissement de 2 730 m² (2 200 m² actuellement) pour 45 à 48 enfants, pour un budget prévisionnel hors foncier estimé à 7,5 M d'euros, à proximité immédiate de l'IPEAP actuel mais aussi de la Maison d'Accueil pour adultes handicapés ce qui permet d'assurer la mutualisation de services tels que restauration, lingerie, stationnement.

Le Département de Loire-Atlantique est propriétaire d'un terrain bâti mitoyen désormais inutilisé. Toutefois l'association n'étant pas en capacité de financer cet achat, la Métropole, la Ville de Rezé et le Département se sont rencontrés pour examiner les modalités de réalisation du projet, dans des conditions économiques satisfaisantes pour chacune des parties.

Ainsi, Nantes Métropole propose d'acquérir auprès du Département le terrain bâti cadastré AZ 333 et AZ 334 pour une superficie de 4 229 m², au prix convenu entre les parties de 650 000 €. La direction de l'immobilier de l'Etat a émis un avis favorable en date du 18 décembre 2016.

Cette acquisition est subordonnée à la réalisation préalable des deux conditions suspensives suivantes : obtention par l'APAJH des financements de l'ARS et absence de tout recours contre le permis de construire que l'association souhaite déposer courant 2017.

Un bail à construction sera par la suite consenti à l'APAJH 44 pour l'édification du nouvel établissement, selon des modalités (durée/redevance) qui restent à définir au vu du bilan prévisionnel du projet. Ce bail fera l'objet d'une délibération ultérieurement.

A la mise en service du nouvel institut (chantier de 2 années), l'IPÉAP actuel sera restitué à Nantes Métropole, qui procédera à la valorisation du foncier dans le cadre d'une opération d'aménagement global répondant au souhait partagé avec la Ville de Rezé d'amorcer le renouvellement du secteur Blordière.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP 39 ; libellée acquisition terrain bâti auprès du CD 44 pour l'APAJH à Rezé opération 3735 ; libellée acquisition auprès du CD 44.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Décide d'acquérir auprès du Département de Loire-Atlantique le terrain bâti cadastré AZ 333 et AZ 334, 7, boulevard Mendès France à Rezé, dans les conditions précitées, au prix net vendeur de 650 000 €.

2 - Autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée, à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte administratif à intervenir aux frais de Nantes Métropole.

Direction de l'Information et de la Relation au Citoyen

15 – CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT POUR L'INFORMATION ET LA RELATION AU CITOYEN – ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES – LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE CONCURRENTIELLE AVEC NÉGOCIATION

EXPOSE

L'accord-cadre concernant le conseil en communication arrive à échéance prochainement. Il convient donc de le relancer en groupement de commandes avec la Ville de Nantes, coordonnateur, et le CCAS de Nantes.

Nantes Métropole doit pouvoir informer les habitants usagers et acteurs du territoire sur ses projets, ses actions et ses réalisations. La collectivité fait ainsi appel à des agences-conseil en communication pour concevoir et mettre en œuvre des actions et supports de communication.

La consultation est divisée en trois lots thématiques. Ils prendront la forme d'accords-cadres mono-attributaires avec émission de bons de commandes. Ils seront conclus pour une durée d'un an renouvelable trois fois, à compter de leur date de notification.

Pour Nantes Métropole, cet accord-cadre est passé sans minimum et avec un montant maximum de 2,4 M € HT tous lots confondus, plafond maximum sur la totalité de la période de quatre années. Les consommations annuelles sur l'ensemble des lots, toutes directions confondues, sont estimées pour Nantes Métropole à 430 000 € HT.

Conformément aux dispositions réglementaires du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et plus particulièrement des articles 25 II , 71 à 73 et 78, il est proposé de recourir à une procédure concurrentielle avec négociation.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2017 chapitre 011 opération n° 689 libellé actions de communication.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

1 - Autorise le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociation pour conclure un accord-cadre mono-attributaire alloti concernant le conseil et l'accompagnement pour l'information et la relation au citoyen.

2 – Autorise le représentant du coordonnateur à signer les marchés correspondants.

3 – Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Contrôle de gestion

16 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX TIERS

EXPOSE

Dans le cadre de ses politiques publiques, Nantes Métropole attribue des subventions.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR/RECHERCHE/INNOVATION

L'association nantaise **Atlantic 2.0** regroupe un ensemble d'acteurs du web et de l'innovation numérique. Elle vise à favoriser et dynamiser les échanges entre les acteurs de l'écosystème numérique, à proposer une offre événementielle pour et par les communautés du numérique, à diffuser l'esprit startup et à contribuer au rayonnement de la filière numérique locale aux plans national et international. Elle bénéficie à ce titre, dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2016/2018, du soutien de la métropole, tant pour la gestion et l'animation de la Cantine numérique que pour le portage de la gouvernance locale de la French Tech. Aussi, dans la continuité de l'acompte de 114 000 € voté au Conseil du 16 décembre 2016, il vous est proposé d'attribuer une subvention de **76 000 €**, portant ainsi le niveau du soutien au titre de l'année 2017 à la somme de 190 000 €.

L'association **ADN Ouest** fédère les décideurs numériques du Grand Ouest, de toutes tailles et de tous secteurs. Dans le cadre d'une convention pluriannuelle conclue pour les années 2016 à 2018, trois axes de partenariat ont été définis entre l'association et Nantes Métropole, donnant lieu chaque année à la formalisation d'une feuille de route. Pour l'année 2017, il vous est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **54 000 €**, dont **30 000 €** pour le volet transition numérique des TPE/PME (intégrant également un volet évolution des métiers), **14 000 €** pour le volet Green IT (informatique et numérique durables et responsables) et **10 000 €** pour le volet métiers et compétences (cf avenant en annexe 1).

Les démarches RFI (Recherche Formation Innovation), initiées par la région Pays de la Loire en 2012, avaient pour vocation d'accompagner des thématiques fortes du territoire dans le cadre d'une démarche intégrée en agissant sur les trois axes recherche formation et innovation.

L'objectif est de renforcer la visibilité et l'attractivité du territoire ligérien sur chacune des 13 thématiques identifiées à partir d'une réflexion stratégique et une ambition collective formalisée dans une feuille de route à 5 ans co-construite par les acteurs du territoire concernés (académiques, collectivités, technopoles, clusters d'entreprises...).

Nantes Métropole s'est engagée à soutenir les démarches R.F.I relevant de ses filières prioritaires et répondant aux objectifs de son Schéma Directeur Enseignement Supérieur et Recherches Campus Nantes. Les actions ciblées répondent à certains critères (cohérence avec la politique publique métropolitaine, complémentarité avec des projets métropolitains, interdisciplinarité et dimension internationale, nombre de chercheurs nantais impliqués). Dans ce cadre, il vous est proposé d'approuver les subventions correspondant aux 2 nouveaux projets :

- le projet WEAMEC porté par **l'Ecole Centrale de Nantes** pour lequel une subvention de **100 000 €** sera versée en 2017 (cf convention en annexe 2)
- le projet Food for tomorrow porté par **Oniris** pour lequel une subvention de **40 000 €** doit être versée en 2017 (cf convention en annexe 3)

Dans le cadre des « investissements d'avenir » lancés par l'État en 2009, un des axes du programme visait à créer des Instituts Hospitalo-Universitaire (IHU). La candidature nantaise, portée par le CHU et l'Université, a été retenue autour du projet dénommé « Centre Européen des Sciences de la Transplantation et d'Immunothérapie (CESTI) ». L'ambition de ce projet est de poser les bases des biothérapies du futur. En complément de la subvention accordée par l'État (5 millions d'euros), Nantes Métropole et la Région des Pays de la Loire se sont engagées à contribuer à hauteur de 2,5 millions d'euros chacune. Pour la cinquième et dernière année du projet, en application de la convention financière conclue pour la période 2013-2017, le montant de la subvention à verser au **CHU de Nantes** pour ce projet s'élève à **186 620 €**.

L'International Conference of Biobased Materials and Composites - ICBMC 2017 se déroulera du 29 au 31 mars 2017 à la Cité des Congrès de Nantes. Organisé par l'INRA, ce colloque international portera sur le progrès scientifique et technique dans le domaine des matériaux et composites. Le public composé de chercheurs, chimistes, physiciens, biologistes, médecins, ingénieurs, étudiants et entreprises, sera réuni autour de cette thématique qui est fortement représentée sur la métropole avec la présence des Pôles de compétitivité Elastopôle et EMC2. 150 participants dont 90 provenant de l'étranger sont attendus ainsi qu'une soixantaine d'intervenants internationaux. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **6 000 €** en faveur de **l'Institut National de la recherche agronomique** au titre de l'année 2017 (cf convention en annexe 4).

Soutien aux manifestations scientifiques proposées par l'Université de Nantes :

Dans le cadre de la convention Campus Nantes, conclue avec l'Université de Nantes, Nantes Métropole apporte son soutien à différentes manifestations scientifiques. Ainsi, il est proposé d'attribuer des subventions de fonctionnement aux manifestations suivantes :

Le Congress of the international society for applied phycology - ISAP se déroulera du 18 au 23 juin 2017 à la Cité des Congrès. Cet événement d'envergure internationale est organisé par le laboratoire GEPEA de l'Université de Nantes et portera sur les biotechnologies marines. 400 participants dont 70 % d'étrangers de 40 pays différents sont attendus. Il permettra de conforter le positionnement à l'international des équipes de recherche nantaises dans le domaine des biotechnologies marines. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **1 000 €** en faveur de **l'Université de Nantes**. (cf convention en annexe 5).

Le Congrès francophone d'histoire de la construction se déroulera du 21 au 23 juin 2017 à l'ENSA Nantes. Il s'agit de la 3ème édition et de la 1ère à Nantes. Cette manifestation scientifique est organisée par le laboratoire LARA de l'UFR d'Histoire de l'art et Archéologie et portera sur l'histoire de la construction et notamment sur l'art de bâtir dans le monde. Des praticiens de la construction et des chercheurs sur l'art se réuniront autour de cette thématique. 200 participants dont 60 étrangers sont attendus. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **4 000 €** en faveur de **l'Université de Nantes**. (cf convention en annexe 6).

Le Colloque Pierre Boaistuau ou le génie des formes se déroulera les 22 et 23 juin 2017 à la Médiathèque Jacques Demy. Cet événement sera l'occasion de célébrer la mémoire de l'auteur français du XVIème siècle et notamment de sa place dans l'histoire de la littérature française. Ce colloque est porté par le laboratoire l'AMo de l'UFR lettres et langages. Il réunira un public nantais attendu au nombre de 200 participants. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **1 000 €** en faveur de **l'Université de Nantes**. (cf convention en annexe 7).

Le Colloque la qualité de vie à l'école se déroulera les 1^{er} et 2 juin 2017 à l'Université de Nantes. Il s'agit d'une 1ère édition organisée par le Laboratoire CREN de l'UFR Psychologie portant sur l'état des connaissances scientifiques sur la qualité de vie à l'école dans une perspective pluridisciplinaire. Les sciences de l'éducation, la psychologie, la sociologie, l'architecture, le design et la santé sont les disciplines concernées. 170 participants dont 50 étrangers sont attendus. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **500 €** en faveur de **l'Université de Nantes** (cf convention en annexe 8).

La Conférence CAST - Contact and Symplectic Topology s'est déroulée du 26 au 28 janvier 2017 au Campus Lombarderie de l'Université de Nantes. Cet événement d'envergure internationale était organisé par le laboratoire de Mathématiques Jean Leray de l'UFR Sciences et techniques et portait sur la géométrie et la topologie. Cette rencontre a servi de tremplin et de tribune aux jeunes chercheurs. 140 chercheurs en géométrie, étudiants et doctorants dont 90 étrangers y participaient. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **500 €** en faveur de **l'Université de Nantes** (cf convention en annexe 9).

Le Congrès de l'Association des Germanistes de l'Enseignement Supérieur - AGES se déroulera du 8 au 10 juin 2017 à l'Université de Nantes. Organisé par le laboratoire CRINI de l'UFR Langues et cultures étrangères en collaboration avec l'AGES, le thème choisi pour cet événement est celui des « machines », plus précisément l'exploration de cet objet-notion à travers la linguistique, l'histoire, la civilisation mais aussi l'histoire des idées, l'art et la littérature. 120 participants dont 30 étrangers sont attendus autour de cette thématique. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **1 000 €** en faveur de **l'Université de Nantes** (cf convention en annexe 10).

MY STEP est un événement sportif à caractère scientifique qui se déroulera le 6 mai 2017 au Stadium Pierre Quinon. Il est organisé par l'Institut du Thorax de l'UFR Médecine et techniques médicales en partenariat avec l'UFR STAPS. Il s'agit de réunir un public nantais autour d'une course à pied afin de sensibiliser la population sur les pathologies cardio-vasculaire. 500 participants sont attendus (notamment les représentants du corps médical, d'associations de prévention et de malades). Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **1 500 €** en faveur de **l'association Institut du Thorax**. (cf convention en annexe 11).

ATTRACTIVITE INTERNATIONALE/ EUROPE

L'association **Salut Monde !** porte le projet de Carte USE-IT Nantes, carte-guide pratique « décalée » de Nantes en version anglaise, à l'attention des voyageurs internationaux et plus particulièrement des jeunes. La carte regroupe une soixantaine de lieux et des rubriques sur la vie culturelle nantaise. Les informations proposées ont été récoltées auprès des habitants dans une démarche de co-construction. Inscrit dans le cadre du label européen « Use-it » l'association est amenée à développer des échanges avec des partenaires dans plus de 40 villes d'Europe. Afin de permettre à l'association de rééditer une nouvelle version de sa carte en 2017, il est proposé de lui accorder une subvention de **5 000 €** au titre de l'année 2017.

Dans le cadre du forum annuel Nantes Creative Generations organisé par Nantes Métropole et la Ville de Nantes, un des volets consiste à encourager les jeunes à présenter des projets de coopération à l'échelle européenne. Les lauréats du Prix NCG se voient attribuer une subvention afin de leur permettre de mettre en œuvre le projet retenu. Pour 2017, dans la continuité des 3 projets présentés au Bureau métropolitain du 27 janvier 2017, un quatrième projet est retenu. Il s'agit du projet « Artistic Bialowieza Forest » qui vise à permettre la collaboration de jeunes de Nantes, de Pologne et de Biélorussie autour de la préservation et la valorisation de la Forêt de Bialowieza. A travers l'apport de différentes compétences, la coopération consiste en la création collective d'une exposition artistique mettant en avant les caractéristiques environnementales et symboliques du lieu (Forêt située à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie). Le travail sera présenté à Varsovie, puis à Nantes. Ce projet est porté par l'association **Les Moulangères** pour lequel une subvention de fonctionnement plafonnée à **4 000 €** est proposée.

Le Saint-Michel II est une réplique du deuxième bateau de l'écrivain nantais Jules Verne (il posséda trois Saint-Michel) dont la construction a débuté en 2005 pour s'achever en 2011. Il a été entièrement construit à Nantes par l'association La Cale 2 l'île grâce au concours d'une centaine de bénévoles. Détruit en 1911, le véritable Saint-Michel II avait été lancé en 1876 du Havre. Jules Verne a notamment navigué jusqu'à Hambourg avec ce bateau. Lorsque Nantes Métropole a accepté d'être l'invitée d'honneur du Festival du Port de Hambourg 2017, il est apparu naturel et particulièrement symbolique d'intégrer le Saint-Michel II au programme des festivités. D'autant que ce dernier avait déjà navigué sur les traces de Jules Verne en 2014, en parcourant les mers jusqu'à Kiel. Le Saint-Michel II représentera donc la métropole nantaise à la Fête du Port de Hambourg 2017, dont il ouvrira le défilé nautique à la suite d'un navire hambourgeois. Près de 300 navires prendront part à cette parade nautique. Deux semaines seront nécessaires pour acheminer par la mer le Saint-Michel II de Nantes à Hambourg. Le parcours sera le suivant : Sainte-Marine, Aber Wrac'h, Cherbourg, Boulogne (ou Dunkerque), Cuxhaven pour une remontée finale de l'Elbe. L'équipage sera composé de 6 personnes. Amarré à proximité de l'espace nantais, le Saint-Michel II sera ouvert au public pendant toute la durée du Festival et une visite officielle du navire par l'Ambassadeur de France en Allemagne aura lieu le samedi 6 mai 2017. Il est donc proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **15 000 €** à l'association **Cale 2 l'île** dans le cadre de ce déplacement.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

L'entrepreneuriat constitue un enjeu majeur pour le territoire, tant en termes de création d'emplois et de richesse que de renouvellement du tissu économique, de dynamisme et d'attractivité de l'agglomération.

Dans sa politique publique de développement économique, Nantes Métropole s'est fixée comme objectif de favoriser la création d'entreprises et d'activités sur le territoire, en accompagnant les structures intervenant en la matière, dans une logique de complémentarité et de collaboration. Dans ce cadre, Nantes Métropole a conclu des conventions pluriannuelles avec l'ensemble des structures, pour les années 2016 à 2018, au titre desquelles il vous est proposé de voter les montants alloués au titre de l'année 2017 comme suit :

- **150 000 €** pour **BGE Atlantique Vendée** (structure spécialisée dans le conseil et la formation à la création et au développement d'activités)
- **56 000 €** pour **Ouvre-Boîtes 44** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement d'activités)
- **40 000 €** pour **BatiCréateurs 44** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement pour les métiers du bâtiment)
- **20 000 €** pour **CoopChezVous** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement pour les services à la personne)
- **10 000 €** pour **OZ** (coopérative d'activités et d'emploi offrant une solution de test et d'accompagnement pour les métiers culturels et créatifs)
- **33 000 €** pour **l'ADIE** (structure spécialisée dans l'aide des créateurs n'ayant pas accès au crédit bancaire par l'attribution d'un micro crédit)
- **205 500 €** pour **Initiative Nantes** (structure spécialisée dans l'aide des créateurs ou repreneurs par l'attribution d'un prêt d'honneur à taux zéro et sans demande de garantie)
- **90 000 €** pour le **FONDES** (structure spécialisée dans le soutien aux projets de création ou reprise d'activité par différents dispositifs financiers et notamment des garanties bancaires, et dans l'accompagnement des structures de l'économie sociale et solidaire et des entreprises responsables)

Afin de célébrer les 100 ans du débarquement en France des troupes américaines engagées dans la Première Guerre Mondiale, **l'association The Bridge** propose un programme de festivités qui se déroulera en juin 2017 et permettra de valoriser les apports de la culture outre-Atlantique. Il s'agit d'un événement d'ampleur internationale et labellisé dans le cadre de la célébration du centenaire de la première guerre mondiale. *The Bridge* revêt plusieurs dimensions : nautique, musicale, sportive...

Le soutien apporté par Nantes Métropole concerne la préparation de l'organisation de l'événement *The Bridge*, dont l'étape nantaise se déroulera du 15 au 22 juin 2017. Le programme nantais va s'articuler autour de :

- du 17 au 21 juin : la coupe du monde de Basket 3X3 et des animations pédagogiques et sportives avec le monde associatif, scolaire et institutionnel autour du Street-basket ;
- la présence de multicoques et des animations nautiques sur le bras de la Madeleine ; des visites pédagogiques des bateaux seront prévues avec les scolaires de la Métropole ;
- des animations musicales venant en appui de ces temps ouverts au public ;
- l'animation du village des 100 entreprises.

Il est proposé une subvention à hauteur de **150 000 €**, en complément de la subvention versée en 2016 de 250 000 €, étant entendu que ce volume global de subvention comprend l'organisation de la coupe du Monde de basket 3X3 (cf convention en annexe 12).

Le club des entreprises de l'île de Nantes, dit Club Titan, s'est constitué en 2014, afin de fédérer la dynamique de l'île de Nantes en rassemblant l'ensemble des acteurs économiques, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité confondus. L'association a décidé de proposer à ses adhérents un guide informatif destiné à recenser les différents services, pour lequel elle a sollicité le soutien financier de la Métropole. Aussi, il vous est proposé d'accorder à l'association une subvention de **1 300 €**.

L'Institut Kervégan est une association nantaise qui a pour mission d'inscrire la contribution de la société civile dans l'évolution de la métropole estuarienne Nantes Atlantique. Ses objectifs sont d'accroître la conscience de la solidarité, d'identifier des initiatives, de développer la mobilisation des savoirs et des intelligences et d'élargir le champ de la réflexion au territoire estuarien. Les activités de l'Institut se déclinent par des études sur la vie sociétale, des publications sur le patrimoine, des rendez vous mensuels et échanges entre individus de toutes générations, des conférences débats, des émissions de radio et la publication d'un journal bimestriel « la Tribune libre ». Il est proposé d'accorder à cette association une subvention de **7 720 €** au titre de l'année 2017 (cf convention en annexe 13).

L'ambition de Place publique et du Conseil de Développement de Nantes Métropole est de proposer des espaces pour le débat et la réflexion autour du Territoire et de la Société. L'objectif est celui de produire de la pensée, dépasser les diagnostics, chercher des décalages, détecter les nouveaux comportements des habitants et des acteurs d'un territoire pour ouvrir des perspectives et éclairer l'avenir, en associant mythes et grands événements mais également failles et ruptures. Cette démarche permet la confrontation des projets. La Revue urbaine « Place publique Nantes / Saint Nazaire » est éditée depuis 2007 par Mémoires & Débats, association née il y a 10 ans. Installée au cœur de la métropole Nantes / Saint-Nazaire, la revue est également éditée sur Rennes et est devenue un des acteurs importants de l'animation du débat public dans l'espace Loire Bretagne. Une revue de référence intelligente qui aborde les questions urbaines, l'histoire, les savoirs scientifiques, la construction culturelle, les mouvements sociaux, économiques. Place publique participe également à la réflexion des perspectives d'avenir dans le domaine de l'éducation sportive. Place Publique a été associée à l'élaboration du Dictionnaire de Nantes. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **103 250 €** en faveur de **l'association Mémoires et Débats** au titre de l'année 2017 (cf convention en annexe 14).

Les Rencontres « Nouveaux pouvoirs, nouveaux leaders » se dérouleront les 31 mars et 1^{er} avril 2017 à Onyx Saint Herblain. Il s'agit de la 1^{ère} édition d'un colloque annuel organisé par PSYPOL, association composée d'un collectif de bénévoles (thérapeutes, journalistes, associatifs, professionnels de la communication et de la gestion de projet). La thématique de l'événement porte sur les nouvelles formes de pouvoir en entreprise. Le public sera composé de chefs d'entreprises, de leaders politiques, de thérapeutes, de psychologues, d'associations, de syndicats et étudiants spécialisés réunis autour de cette thématique dont l'intérêt est de promouvoir la transformation managériale des entreprises. 300 participants sont attendus dont une vingtaine arrivant d'Europe et d'Asie. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **2 500 €** en faveur de **l'association PSYPOL** au titre de l'année 2017. (cf convention en annexe 15).

Le Festival Motion Motion aura lieu le 6 mai 2017 à Stéréolux. Il s'agit du premier festival en France du mouvement graphique entièrement dédié au Motion design initié par l'Association des Motion designers français en partenariat avec les écoles supérieures de Nantes. Ce salon professionnel réunira plus de 700 étudiants, entreprises de la profession et des écoles supérieures d'art graphique. Le motion design est une niche spécifique sur laquelle Nantes a des compétences et des ressources pour se différencier au niveau national. Accueillir, soutenir et pérenniser ce festival sur l'agglomération nantaise qui est labellisée « Métropole French Tech » et ouverte sur tous les métiers liés au numérique, permettra d'accroître la visibilité, d'asseoir la notoriété de la métropole et de capter des projets de start-up. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **3 000 €** en faveur de **l'association des Motions Designers français** au titre de l'année 2017 (cf convention en annexe 16).

EMPLOI / INNOVATION SOCIALE

L'Association **Parcours le Monde grand Ouest** sensibilise et accompagne des jeunes à des projets de mobilité européenne et internationale, en utilisant l'expérience de la mobilité comme support au travail du parcours d'insertion professionnelle. Ce programme « Osez l'international » concerne en majorité des jeunes peu qualifiés et éloignés des dispositifs d'aide à la mobilité internationale, dans le cadre d'un partenariat avec la Mission Locale et l'Ecole de la 2^e Chance. Il est proposé d'accorder pour l'année 2017 une subvention de fonctionnement de **22 000 €** au titre de la mise en œuvre de ce programme (cf convention jointe en annexe 17).

L'association **Espaces Formation** met en place sur les quartiers prioritaires des formations de proximité et des actions d'accompagnement individualisé en lien avec les différents dispositifs d'insertion professionnelle. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **44 000 €** dédiée à l'action de formation « plateforme d'orientation pour un public adulte » et **21 500 €** dédiée à l'action de formation « plateforme d'orientation et d'insertion professionnelle pour jeunes » au titre de l'année 2017 (cf convention jointe en annexe 18).

L'Organisme de Gestion InterPLIE mutualisé Nantes St Nazaire (OGIM), assure la gestion, le suivi et le contrôle des opérations cofinancées par le Fonds Social Européen sur le territoire métropolitain du dispositif Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE). Au titre de l'année 2017, il est proposé d'accorder à cette association, une subvention de fonctionnement de **127 640 €** qui s'inscrit dans la convention 2016/2017 en vigueur.

ASSPRO est une association créée en 2011 intervenant principalement auprès des personnes de plus de 45 ans en recherche d'un emploi, d'un complément d'activité ou souhaitant créer leur emploi. L'ensemble des services proposés est accessible gratuitement (salons et forums emploi, participation aux cafés actifs organisés tous les mois, mise à disposition d'une documentation pratique, réseau social permettant de développer les relations et de déposer les CV ou des offres de services, newsletter...). Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **30 000 €** au titre de l'année 2017 (cf convention jointe en annexe 19).

L'Association **Déclic Mobilité** met en œuvre une action pédagogique de développement des compétences à la mobilité pour des publics en difficulté d'insertion. Cette action, inscrite dans la plateforme Mobilités Emploi, repose sur une évaluation à l'entrée, un tronc commun d'apprentissage de la mobilité de base, et des modules adaptés en fonction des difficultés repérées et des projets d'insertion des participants. Il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **28 000 €** au titre de l'année 2017 (cf convention jointe en annexe 20).

Ménage Service est une structure qui permet à des hommes et des femmes sans emploi, de toute nationalité désirant s'inscrire dans un parcours d'insertion, de bénéficier d'un contrat de travail, pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle. En sa qualité d'association intermédiaire (AI), elle emploie des salariés en parcours d'insertion (majoritairement issus des quartiers prioritaires), et les met à disposition de particuliers en tant qu'intervenant à domicile afin de leur permettre d'accéder à des postes d'employés familiaux. Au titre de l'année 2017, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **7 500 €** (cf convention jointe en annexe 21).

L'association **Partage 44** est une structure d'insertion par l'activité économique. En sa qualité d'Association Intermédiaire (AI), elle emploie des salariés en parcours d'insertion, et les met à disposition de particuliers comme intervenants à domicile (ménage, petits travaux de jardinage, manutention et aide au déménagement). Elle met également en œuvre des actions visant à offrir plusieurs solutions d'insertion en fonction des différents publics. Aussi, il est proposé de lui accorder pour l'année 2017 une subvention de **10 000 €** pour le fonctionnement de l'AI ainsi qu'une subvention de **10 000 €** pour l'action « Plateforme de services de proximité », soit une subvention totale s'élevant à **20 000 €** (cf convention jointe en annexe 22).

L'association **ATAO** est une structure qui permet à des hommes et des femmes sans emploi, de toute nationalité désirant s'inscrire dans un parcours d'insertion, de bénéficier d'un contrat de travail, pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle. En sa qualité d'ateliers et chantiers d'insertion (ACI), elle propose à des personnes très éloignées de l'emploi une première étape de réinsertion par le travail, au travers de plusieurs supports d'activité (métallerie, fer et bois, mécanique, réparations de vélos). Pour l'année 2017, il est proposé d'accorder une subvention de **90 000 €** (cf convention en annexe 23).

Nantes Ecologie est une association portant deux chantiers d'insertion dénommé « Air Livre 1 et 2 ». L'activité support est la récupération de livres, ainsi qu'une activité de couverture de livres de bibliothèque recyclés et d'ateliers d'écriture. Pour l'année 2017, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement s'élevant à **27 000 €** (cf convention jointe en annexe 24).

En tant qu'Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), l'association **Ateliers des 2 Rives** propose à des personnes très éloignées de l'emploi une première étape de réinsertion par le travail, par le biais de ses 50 postes d'insertion conventionnés, qui se répartissent sur des supports d'activité dans le secteur du nettoyage, de la peinture, de la maçonnerie et des espaces verts. Pour l'année 2017, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **69 000 €** (cf convention jointe en annexe 25).

L'association **CAAP OUEST** est une Association Intermédiaire qui emploie des salariés en parcours d'insertion, et les met à disposition de particuliers ou de collectivités, pour des interventions de plusieurs types d'activité : emplois familiaux (ménage, repassage, garde d'enfant, jardinage), emplois du bâtiment, manutention, nettoyage, distribution en porte à porte, emplois d'agents de service en collectivité, service en restauration collective. Pour l'année 2017, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **36 000 €** (cf convention jointe en annexe 26).

Depuis 2004, **les Ecosolies** ont permis une lisibilité et une valorisation de la dimension économique de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), une consolidation du réseau d'acteurs, une dynamique de territoire et la production de compétences collectives. Avec son espace coopératif, le Solilab, l'association propose une offre globale d'accompagnement : le labo des Ecosolies, l'incubateur/pépinière, un hôtel d'entreprises, un espace de commercialisation, un espace événementiel. Son plan d'action participe de la mise en œuvre de la feuille de route ESS du territoire à l'horizon 2020. Pour lui permettre de mener ses actions en faveur du développement de l'entrepreneuriat social sur le territoire métropolitain et conformément à la convention pluriannuelle 2015/2017, il est proposé de lui accorder, au titre de l'année 2017, une subvention de fonctionnement de **199 500 €**, en complément de l'acompte de 66 500 € attribué au Conseil métropolitain du 16 décembre 2016.

La Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) des Pays de la Loire est un acteur majeur qui, de par son statut et son positionnement, a la capacité de rassembler l'ensemble des filières, des fédérations et groupements régionaux de l'Economie Sociale et Solidaire. Son intervention sur le territoire métropolitain porte notamment sur la mise en œuvre d'un observatoire de l'ESS, de l'organisation du mois de l'ESS et d'actions de communication visant à promouvoir ce secteur. En outre, la CRESS est signataire du pacte métropolitain pour l'emploi et membre de la plateforme « Responsabilité Sociétale des Entreprises » de la métropole. Pour l'ensemble de ces activités, il est proposé d'accorder une subvention de fonctionnement de **12 500 €** au titre de l'année 2017, qui s'inscrit dans le cadre d'une convention pluriannuelle conclue pour la période 2016/2018 en vigueur.

L'association **NAPCE** est un collectif d'associations et de particuliers agissant pour le développement du commerce équitable. Elle a pour principale mission l'information et la sensibilisation de tous les publics, et apporte notamment un soutien aux communes de la métropole dans ce cadre. Afin de soutenir la mise en œuvre de son programme d'actions 2017, qui porte, d'une part sur l'organisation d'événements grand public, tels que « la quinzaine du commerce équitable », le « brunch équitable et local », « Les pauses équitables » et, d'autre part, sur l'engagement d'une réflexion, en lien avec Nantes Métropole, pour mesurer les possibilités d'une labellisation de la métropole en tant que territoire promouvant le commerce équitable, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **20 000 €** (cf convention en annexe 27).

Nantes Métropole souhaite apporter son soutien à l'organisation de la 3^{ème} édition du forum de recrutement pour l'alternance industrielle « Alternance Manufacturing » qui se tiendra le 04 mai 2017. Ce forum s'inscrit dans la dynamique d'animation et d'événementiel mise en œuvre par l'IRT Jules Verne, dont l'ambition est de créer un pôle majeur structurant autour des technologies avancées de production. Ce forum vise ainsi à répondre aux besoins en recrutement des entreprises locales, dans une logique de gestion territorialisée des emplois et des compétences. Aussi, il est proposé d'accorder à l'**IRT Jules Verne** une subvention de fonctionnement de **5 000 €**.

Nantes Métropole apporte également une participation aux dispositifs d'aide à l'emploi. Ainsi, il est accordé aux structures d'accueil une participation financière. Dans le cadre des dispositifs de la Région, **emplois tremplin et emplois de solidarité**, le montant de l'aide annuelle s'élève à la somme de 5 045 € pour une année complète. Cette aide est de 2 522 € pour les emplois tremplin qui bénéficient d'une prolongation de l'aide de 3 ans en sus des 5 années initiales.

Sur les dispositifs d'Etat, l'aide de Nantes Métropole est de 2 522 € (base 35h) pour les **emplois d'avenir** du secteur associatif et de 1 441 € (base 20h) pour les contrats d'accompagnement à l'emploi (**emplois solidaires**).

La liste des 52 postes aidés soumis à l'approbation du Bureau ainsi que les montants correspondants sont détaillés ci-dessous et représentent la somme de **106 402 €**.

EMPLOIS D'AVENIR – Année 1	
APALA	2 522 €
DON BOSCO FOOTBALL	2 522 €
ENTENTE SPORTIVE PIN SEC NANTES	2 522 €
LES FRANCAS 44	2 234 €
ATELIER DU RETZ EMPLOI (2 postes)	5 044 €

COLOCATIONS SENIORS SERVICES (5 postes)	8 645 €
STYLE ALPAGA	2 522 €
ASSOCIATION PEPINIÈRE JEUNESSE NANTES OUEST (L'ÉTINCELLE)	2 522 €
HANDISUP (2 postes)	5 044 €
SPORTING CLUB DE NANTES	5 021 €
EMPLOIS D'AVENIR – Reconstitution	
ATELIER DES INITIATIVES	2 522 €
AMICALE LAIQUE PORTERIE ARTS ET CULTURE ATHLETIQUE CLUB (ALPAC)	2 522 €
JOLIES MOMES PRODUCTION	2 522 €
ATELIER DU RETZ EMPLOI	2 522 €
COLOCATIONS SENIORS SERVICES	1 873 €
SPORTING CLUB DE NANTES	2 522 €
DOULON FUTSAL CLUB	2 522 €
EMPLOIS SOLIDAIRES	
ASSOCIATION DES COOPERATIVES FUNERAIRES FRANCAISES (ACFF)	1 081 €
ATELIER DU RETZ EMPLOI (8 postes)	11 528 €
COORACE	1 441 €
NAGA	1 081 €
LA TRICYCLERIE	1 081 €
ANIMATION RURALE 44 (2 postes)	2 882 €
HANDISUP (7 postes)	10 087 €
STATION SERVICES	1 441 €
PROLONGATIONS EMPLOIS TREMLIN	
HANDISUP	2 522 €
GRANDIR D'UN MONDE A L'AUTRE	2 522 €
ADAVI	2 522 €
LE TEMPS POUR TOIT	2 522 €
DIGITAL SLAVES	2 522 €
TRANSFORMEURS	2 522 €
EMPLOI DE SOLIDARITE	
INTERLUDE	5 045 €

ARCHEOLOGIE / TOURISME

La société Nantaise de Préhistoire, hébergée dans les locaux du Muséum d'Histoire Naturelle, est une association développant un cycle de conférences, des sorties sur sites archéologiques de la Métropole et l'édition de feuillets relatant l'actualité de la recherche archéologique sur la préhistoire locale et nationale. En 2017, une collaboration est à l'étude avec la mission archéologique métropolitaine et le nouvel établissement « le Chronographe », sur les données d'archéologie préventive, l'occupation préhistorique du territoire. Cette association compte environ 80 adhérents. Il est proposé de lui attribuer une subvention de fonctionnement de **800 €**.

La société Archéologique et Historique de Nantes et de Loire-Atlantique est une association forte de 150 membres environ, et logée dans les locaux du Musée Dobrée. Elle organise visites, colloques et conférences sur tout ce qui concerne le passé de notre pays et particulièrement la région nantaise. Elle édite des bulletins annuels de grande qualité. Il est proposé de lui accorder une subvention de fonctionnement de **1 200 €**.

SPORT DE HAUT NIVEAU

Dans le cadre de la politique publique d'excellence sportive, il est proposé d'attribuer une subvention complémentaire de **11 008 € au Nantes Loire-Atlantique Handball (NLAH)** dans le cadre des matches du 3^{ème} tour de la Coupe d'Europe de handball féminin (cf avenant en annexe 28).

DEPLACEMENTS

Créée en 1980, la **Fédération Française des Usagers de la bicyclette (FUB)**, association à but non lucratif, a pour objectif principal d'encourager l'utilisation du vélo comme moyen de déplacement quotidien, en complément des transports collectifs. Localement la FUB est représentée par l'association Place au Vélo. Elle réunit plus de 230 associations et antennes de cyclistes urbains. Chaque année, la FUB invite l'ensemble des acteurs vélos à se réunir lors de ses journées d'études qui sont un carrefour d'expériences. Elus, techniciens de l'État et des collectivités territoriales, experts et chercheurs croisent leurs regards avec comme perspective de favoriser l'usage quotidien du vélo. Le 17^{ème} congrès national de la FUB aura lieu du 28 au 30 avril 2017 à Nantes sur le thème « Le vélo façonne et fascine la ville » avec parallèlement plusieurs animations à destination du grand public. Nantes Métropole apporte son soutien à ce congrès par le versement d'une subvention de **24 110 €**, et la prise en charge par Nantes Métropole de la location de 65 vélos auprès des opérateurs pour un montant de **890 €** (cf convention en annexe 29).

GRANDS PROJETS METROPOLITAINS

Maia Mater est un projet entrant dans le cadre des coopérations entre Nantes et Saint-Nazaire, qui consiste à développer un programme d'accompagnement intensif à la création d'entreprise destiné aux jeunes de formation technologique (développeurs, designers, scientifiques...), notamment les doctorants et post-doctorants, jeunes diplômés ou en cours d'études (niveau master privilégié). Les sessions fonctionnent en cycles de 3 ans. Ainsi, pour la même promotion composée de 30 jeunes environ, l'année 1 propose un programme intensif de 3 à 4 mois à Nantes, destiné à développer l'idée avec laquelle les participants sont venus, se former au monde de l'entreprise, faire son plan d'affaires... Pour cela, les jeunes seront notamment accompagnés par des mentors locaux et nationaux, voire internationaux, qui viendront partager avec eux leurs expériences. L'année 2 est consacrée au bilan de l'année écoulée et aux perspectives (analyse des échecs, des possibilités d'accélération etc.). Elle se déroule à Saint-Nazaire. La troisième année, les nouveaux chefs d'entreprise viennent partager leur expérience avec les promotions suivantes. Maia Mater a ainsi pour objectif de positionner Nantes Saint-Nazaire sur un créneau qu'aucun territoire en France n'occupe aujourd'hui : servir de pré-incubateur de start-ups numériques via un programme différenciant de mentorat visant particulièrement les étudiants (locaux, nationaux et européens). L'ambition est d'abord de faire émerger des start-up à fort potentiel, mais ce projet doit également servir à mettre en valeur les entreprises du territoire, à incarner la métropole Nantes Saint-Nazaire et valoriser ses animations estivales. Il s'inscrit de façon cohérente dans les actions menées à l'échelle Nantes Saint-Nazaire, et fait le pont entre le web2day et la Digital Week. Il est proposé d'accorder **30 000 € à Atlantic 2.0**, porteur du projet conformément à la convention pluriannuelle 2016-2018.

L'association **PING** poursuit depuis de nombreuses années des activités de recherche-action dans le champ des pratiques numériques. Entre recherche, expérimentation et transmission, l'association invite au décryptage des enjeux inhérents à la culture numérique et à la réappropriation des technologies. PING est à la fois espace de ressources, d'expérimentation et atelier de fabrication numérique (FabLab). L'action de l'association s'inscrit dans la stratégie de la smart city à la nantaise qui promeut la ville des intelligences mises en réseaux où l'innovation est partout, pour tous et par tous et dans ce cadre, entend accompagner l'appropriation du numérique par tous en soutenant la médiation numérique. Ainsi, Nantes Métropole a décidé d'apporter son soutien à l'Association à hauteur de **47 500 €** conformément à la convention pluriannuelle 2016/2017.

ENVIRONNEMENT

L'association **Ecopôle**, labellisée Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement du Pays de Nantes, est le principal réseau de l'environnement du territoire qui regroupe plus de 200 structures membres. Son centre de documentation et de ressources sur l'environnement comprend un accueil physique, un site internet, un annuaire des ressources pédagogiques et des espaces dédiés sur le territoire.

L'année 2017 constitue pour Ecopôle la deuxième année d'application de son nouveau projet associatif visant à conforter Ecopôle au cœur de son réseau, à poursuivre l'accompagnement des changements de comportements, à favoriser les coopérations et collaborations au sein de son réseau, à encourager une plus grande implication des bénévoles et à agir prioritairement en direction des jeunes et des acteurs intermédiaires. Le programme prévisionnel des actions à mener dans le cadre de la convention 2017 repose sur 3 pôles d'activités, à savoir :

- un pôle « vie du réseau » visant à mobiliser les acteurs du réseau de l'environnement et à favoriser les coopérations entre eux,
- un pôle d'activités « ressources et éducation » visant à informer et accompagner les habitants sur les questions environnementales,
- et un pôle d'activités « territoires » visant à mobiliser et fédérer les acteurs territoriaux.

Afin de soutenir ces 3 pôles, il est proposé d'attribuer une subvention à cette association de **100 000 €** au titre de l'année 2017, en complément à l'acompte de 90 000 € attribué au Conseil du 16 décembre 2016 (cf convention en annexe 30).

L'association Open Odyssey, créée en 2015 a pour objet d'accompagner les territoires et les organisations (entreprises, collectivités, associations, ...) dans leur conduite du changement et de transitions en mobilisant la force de la jeunesse étudiante.

Cette association a sollicité Nantes Métropole dès 2016 pour consolider et développer un dispositif « Transition positive » sur les 3 années 2016-2018. Il vise à mettre la jeunesse, c'est à dire les étudiants des universités et écoles du territoire, mais aussi les universités au cœur d'un dispositif multi-acteurs pour proposer des pistes d'actions concrètes et des solutions aux enjeux de la transition énergétique, de l'alimentation et de l'économie circulaire (zéro déchet).

Nantes Métropole a répondu favorablement à cette demande de partenariat pluriannuel en lui proposant une convention d'objectifs et de moyens relative à l'octroi d'une subvention de fonctionnement pluriannuelle sur 3 ans. Pour l'année 2016, le bureau métropolitain du 1^{er} juillet 2016 a attribué une subvention de fonctionnement d'un montant de 18 000 €. Pour l'année 2017, le projet de l'association vise à étendre le programme « Bellevue en Transition » au Grand Bellevue avec 3 actions spécifiques accompagnées :

- "la petite ferme urbaine" visant à promouvoir les pratiques d'agronomie urbaine comme vecteur de réduction des déchets et d'auto-alimentation
- la mise en place du projet "Les petits recycleurs" visant à lutter contre le gaspillage alimentaire par le biais d'ateliers de cuisine, la promotion du compostage...
- des projets d'application numérique pour les habitants comme le projet "Homefriend". 400 foyers sont ciblés en 2017 pour ces activités, avec un objectif, sous 3 ans, de toucher les 2500 foyers du parc de logements sociaux du quartier.

Les partenaires du projet d'Open Odyssey sont multiples : associations, PME/start-up, grands groupes, médias, Grandes Ecoles, réseaux associatifs, collectivités. Afin de poursuivre ce partenariat avec Open Odyssey, il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **30 000 €** conformément aux dispositions prévues dans la convention pluriannuelle de 3 ans signée le 20 juillet 2016, chaque tiers de la somme (10 000 €) étant abondé par les politiques environnement, déchets via la Direction des Déchets (Zéro Déchet), le pôle environnement et biodiversité (Projet alimentaire territorial) et le pôle développement durable climat (transition énergétique).

Dans le cadre de son programme de soutien à l'agriculture périurbaine, Nantes Métropole s'est engagée dans un protocole « pour le développement d'une agriculture métropolitaine » avec la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique, à soutenir « certaines actions contribuant au maintien et au développement d'une agriculture soumise à des contraintes spécifiques (pression urbaine) ». Parmi ces actions, Nantes Métropole a retenu le principe d'un soutien à l'installation de sièges d'exploitation sur le territoire de l'agglomération. Ce soutien se traduit par une **aide financière à hauteur de 20 % des investissements**, et plafonnée à 10 000 € dans le cadre de la création d'un nouveau siège d'exploitation, et à 5 000 € pour une installation dans une structure existante. Une participation complémentaire est accordée pour les projets Bio (forfait de 4000 €), et pour les investissements spécifiques à la vente directe (20 % plafonnés à 4 000 €). Le total des subventions possibles sur un même projet est également plafonné à hauteur de 14 000 €. Quatre porteurs de projet ont été recensés en vue d'une installation dans le courant de l'année 2017, et sont éligibles à une aide financière de Nantes Métropole.

L'application de ces principes permet de soutenir les projets de la façon suivante :

Exploitant	Commune	Production	Bio	Objet	Investissement prévisionnel éligible	%	Montant de l'aide NM
Jules WAGNER	Le Pellerin	Maraîchage	AB	Installation dans une nouvelle exploitation	67 800€	20 %	14 000€
Blandine LEBOSSÉ	La Chapelle sur Erdre	Bovin lait	AB	Installation dans une exploitation existante	33 310€	20 %	9 000€
Corentin ATHIMON	Carquefou	Maraîchage		Installation dans une exploitation existante	156 000€	20 %	5 000€
Antoine DELAUNAY	Vertou	Viticulture	AB	Installation dans une exploitation existante	45 445€	20 %	9 000€

Il est proposé d'aider ces initiatives par le versement de 4 **subventions d'investissement**, dont le **montant total s'élève à 37 000 €**. (cf. conventions en annexe 31, 32, 33 et 34).

La Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique et Nantes Métropole ont signé dès 2000 un "protocole de partenariat pour le développement de l'agriculture périurbaine". A l'occasion de la dernière actualisation de ce protocole le 6 février 2015, les deux partenaires décidaient de nouvelles orientations stratégiques pour la période 2015/2020 suivant deux axes complémentaires : territoire/environnement et économie/emploi. Pour préciser le contenu des actions prévues pour l'année en cours, ce protocole cadre se décline en "convention annuelle d'application".

Au titre de l'année 2017, Nantes Métropole et la Chambre d'Agriculture s'engagent sur les priorités suivantes :

- poursuivre le programme d'accompagnement des porteurs de projet en lien avec les sites défrichées, et faciliter le défrichage de nouveaux sites identifiés dans le rapport friches 2016
- développer le Projet Alimentaire Territorial - dont les initiatives en faveur des circuits courts - en vue de définir en fin d'année un plan d'actions opérationnel pour "produire une alimentation locale, durable et accessible"
- accompagner les exploitations agricoles pour optimiser la prise en compte de la biodiversité dans les systèmes de production, et soutenir la filière bois (agroforesterie, haies et bocage, forêt urbaine)
- faciliter l'orientation et le suivi des demandeurs d'emploi vers les professions agricoles (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification)

Conformément aux principes de la convention cadre qui stipule que Nantes Métropole couvre 50% des moyens mis en œuvre par la Chambre d'Agriculture et estimés pour 2017 à 160 jours de travail, il est proposé d'accorder une subvention de 56 000 € :

- **28 000 €** représentant 50 % de la subvention au titre de l'année 2017 (cf. convention en annexe 35)
- **28 000 €** correspondant au solde de la subvention au titre de l'année 2016 conformément à la convention de la même année.

PREVENTION DE LA DELINQUANCE

ADAVI 44 est une association qui a vocation à intervenir sur l'ensemble du territoire du Tribunal de Grande Instance, en accompagnant les victimes d'infractions pénales, tant sur le volet juridique (connaissance, accompagnement dans les procédures), que sur le volet psychologique. Nantes Métropole souhaite apporter son soutien au fonctionnement général de l'association, en complément du financement de l'État (Ministère de la Justice et Préfecture sur le fonds interministériel de prévention de la délinquance) et du Département. Il est proposé d'attribuer une subvention de fonctionnement de **109 821 €** (cf. convention en annexe 36).

COHESION SOCIALE

L'association **Une Famille Un Toit** a pour vocation d'accueillir et d'accompagner toute personne ou famille en difficulté, notamment en matière d'habitat. Depuis 2002, l'association mène des actions en direction des familles de l'Europe de l'Est présentes sur le territoire de l'agglomération nantaise, et agit également en développant des projets dans leur pays d'origine, la Roumanie. L'association conduit des actions visant à consolider des projets de vie dans le cadre des retours en Roumanie (projets professionnels, d'habitat et collectifs), et soutient le développement local par des actions d'amélioration des conditions de vie des habitants en Roumanie. Dans ce cadre, Nantes Métropole souhaite apporter son soutien à l'association Une Famille Un Toit.

Au titre de l'année 2017, il est proposé d'accorder à l'association une subvention annuelle d'un montant de **58 800 €** (cf. convention en annexe 37).

BUDGET ANNEXE DECHETS

Nantes Métropole est lauréate de l'appel à projet national Territoire « zéro déchet, zéro gaspillage » du Ministère de l'Écologie. Cette reconnaissance du territoire est une incitation à poursuivre et déployer les actions engagées et à en expérimenter de nouvelles pour aller plus loin, dans le cadre du Plan déchets 2014-2020, afin de répondre aux objectifs nationaux de réduction (-10% des déchets ménagers et assimilés du territoire d'ici à 2020) et de valorisation des déchets. Ces projets s'inscrivent dans différentes actions du plan d'actions déchets. Il s'agit plus particulièrement des actions : 1.2.1 « *Mettre en place le programme de prévention des déchets / Poursuivre les actions de réduction des biodéchets et déchets verts par des solutions de proximité* », 2.1.2 « *Favoriser le détournement des objets en vue de leurs réparation, réemploi, réutilisation, échanges* » et 3.2.2 « *Définir la politique publique à destination des professionnels / Renforcer les outils de sensibilisation des professionnels notamment au travers du partenariat avec la CCI et la Chambre de métiers* ». En lien avec la transition énergétique et l'économie circulaire, les 6 projets proposés par les organismes ci-dessous, participent aux objectifs d'un territoire allant vers le « zéro déchet, zéro gaspillage ».

Depuis 2008, **l'association COMPOSTRI** a pour objet la promotion du compostage et du broyage de proximité auprès des habitants, administrations, écoles. 170 équipements collectifs ont été installés fin 2016 et sont gérés par les habitants, associations et établissements. En 2017, l'association souhaite poursuivre ses activités, notamment : développement et suivi du compostage avec 25 nouveaux équipements collectifs animés par les habitants, formation et animation des guides composteurs référents, organisation dans les quartiers de la Semaine nationale du compostage (occasion pour l'association de fêter ses 10 ans d'existence), et poursuite d'expérimentations de broyage dans les quartiers, pour les habitants, en lien avec les communes. Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à COMPOSTRI une subvention de fonctionnement d'un montant de **70 000 €** et une subvention d'investissement de **46 000 €**, pour l'année 2017 (cf. convention en annexe 38).

L'association L'ATELIER DU RETZ EMPLOI a pour mission la collecte des objets en vue d'un réemploi dans ses boutiques solidaires (ressourceries). En 2017, l'association souhaite poursuivre ses actions : le développement des collectes d'objets à domicile, la présence de ses agents valoristes sur 2 déchèteries (Saint-Herblain et Saint-Sébastien), et les activités des ressourceries du Breil et du Comptoir du Solilab. Elle participera également aux événements et animations en lien avec les thématiques de la consommation et de la réduction des objets et encombrants. Enfin, l'association animera une réflexion à l'échelle de la métropole, réunissant les structures locales favorisant le réemploi des objets. Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à L'ATELIER DU RETZ EMPLOI une subvention de fonctionnement d'un montant de **78 000 €** pour ses activités de collecte des objets sur les déchèteries et dans les quartiers, l'animation des ressourceries, la sensibilisation du public au réemploi des objets et l'animation d'une réflexion, à l'échelle de la métropole, sur le développement du réemploi en lien avec les structures locales (intitulée Initiative collective territoriale). Il est proposé également d'attribuer une subvention d'investissement de **18 000 €**, pour l'année 2017 pour l'achat de matériel et véhicule / triporteur pour les activités de collecte des objets et livraison dans les quartiers, et les équipements informatiques nécessaires à l'animation du projet d'initiative collective territoriale autour du réemploi (cf. convention en annexe 39).

Chantier d'insertion depuis 1998, l'**association L'HOMME DEBOUT** développe des activités de collecte des objets et encombrants sur la déchèterie de Nantes et dans les quartiers, notamment en lien avec les projets de locaux de pré-tri portés par le bailleur social Nantes Métropole Habitat et par Nantes Métropole. Les objets récupérés sont ensuite réparés et distribués aux familles en difficulté de la métropole, en lien avec les services sociaux. Pour 2017, l'association souhaite poursuivre ses activités sur la déchèterie de Nantes et dans les quartiers d'habitat social. Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à L'HOMME DEBOUT une subvention de fonctionnement d'un montant de **10 000 €** (cf. convention en annexe 40).

Depuis 2004, l'**association La RESSOURCERIE DE L'ILE** a pour objet la promotion du réemploi et de la réutilisation des objets destinés initialement à être jetés. En 2017, l'association souhaite poursuivre ses actions : la présence des agents valoristes sur 5 déchèteries de Nantes Métropole, l'animation dans les quartiers nantais d'habitat social avec, en support, un bus d'information et de vente (l'Util'o'Bus), l'organisation d'ateliers créatifs à partir de déchets et les d'actions de sensibilisation à la réduction des déchets pour tout public. Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer, pour l'année 2017, à LA RESSOURCERIE DE L'ILE une subvention de fonctionnement d'un montant de **152 000 €**. Il est également proposé d'attribuer une subvention d'investissement de **30 000 €** pour ses besoins en achat de matériel (rolls, caisses) et véhicule, pour les activités de collecte des objets en déchèteries et dans les quartiers (cf. convention en annexe 41).

La **CCI NANTES SAINT-NAZAIRE** réalise des diagnostics environnementaux, apporte des conseils aux entreprises afin de les accompagner dans des démarches de réduction et d'optimisation de leurs déchets et plus largement dans des démarches de développement durable. Un partenariat entre la CCI NANTES SAINT-NAZAIRE et Nantes Métropole est en place depuis 5 ans. Pour 2017, la CCI NANTES SAINT-NAZAIRE souhaite poursuivre l'opération « *Entreprises, réduisez vos déchets, réduisez vos dépenses* », sur 2 cibles : les professionnels de la distribution alimentaire et les commerces restaurateurs. Il est mis en place un plan d'actions sur les pertes et gaspillages alimentaires engagé fin 2016 (expérimentation du gourmet bag, approche sur la gestion des biodéchets, animation de groupes de travail, définition de plans d'actions). Il est également engagé la poursuite de l'outil de quantification des flux « Actif » à l'échelle d'une zone d'activité et l'appui à la mutualisation et les échanges de matières entre entreprises (diagnostics déchets auprès d'entreprises volontaires). Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à la CCI NANTES SAINT-NAZAIRE une subvention de fonctionnement d'un montant de **17 250 €** pour l'année 2017 (cf. convention en annexe 42).

LA CHAMBRE REGIONALE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT réalise des diagnostics environnementaux, apporte des conseils aux artisans - commerçants afin de les accompagner dans des démarches de réduction et d'optimisation de leurs déchets. Un partenariat entre la chambre régionale de métiers et de l'artisanat et Nantes Métropole est en place depuis 5 ans. Pour 2017, la chambre régionale de métiers et de l'artisanat souhaite poursuivre son action concernant la diffusion des bonnes pratiques issues de l'opération « *Entreprises, réduisez vos déchets, réduisez vos dépenses* ». Cela consiste en l'accompagnement et le suivi des commerçants de Sainte-Luce-sur-Loire dans le compostage de leurs biodéchets, en lien avec la démarche sur le marché alimentaire portée par la Ville, et la sensibilisation à la réduction du gaspillage alimentaire. Il est donc proposé de soutenir cette action et d'attribuer à la chambre de métiers et de l'artisanat une subvention de fonctionnement d'un montant de **10 000 €** pour l'année 2017 (cf. convention en annexe 43).

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

Pour la subvention attribuée à l'association les Ecossoles,
Mme Mahel COPPEY et M. Pascal BOLO NE PRENNENT PAS PART AU VOTE

Pour la subvention attribuée à L'IRT Jules Verne
M. Bertrand AFFILE NE PREND PAS PART AU VOTE

Pour la subvention attribuée à Oniris
M. Jean-Claude LEMASSON NE PREND PAS PART AU VOTE

Pour la subvention attribuée au FONDES,
Mme Mahel COPPEY et M. Dominique DUCLOS NE PRENNENT PAS PART AU VOTE

1. Approuve les attributions de subventions proposées dans l'exposé.
2. Approuve les conventions et les avenants correspondants ci-joints.

- ADN Ouest : 1 avenant
- Ecole centrale de Nantes : 1 convention
- Oniris : 1 convention
- INRA : 1 convention
- Université de Nantes : 6 conventions
- Institut du Thorax : 1 convention
- Association The Bridge : 1 convention
- Institut Kervégan : 1 convention
- Mémoires et débats : 1 convention
- PSYPOL : 1 convention
- Association des Motion Designers français : 1 convention
- Parcours le Monde Grand Ouest : 1 convention
- Espaces Formation : 1 convention
- ASSPRO : 1 convention
- Déclic Mobilité : 1 convention
- Ménage Service : 1 convention
- Partage 44 : 1 convention
- ATAO : 1 convention
- Nantes Ecologie : 1 convention
- Atelier des 2 rives : 1 convention
- Caap Ouest : 1 convention
- NAPCE : 1 convention
- NLAH : 1 avenant
- Fédération française des usagers de la bicyclette : 1 convention
- Ecopole : 1 convention
- J.WAGNER : 1 convention
- B.LEBOSSE : 1 convention
- C.ATHIMON : 1 convention
- A.DELAUNAY : 1 convention
- La Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique : 1 convention
- ADAVI 44 : 1 convention
- UFUT : 1 convention
- Compostri : 1 convention
- Atelier du Retz Emploi : 1 convention
- Homme Debout : 1 convention
- Ressourcerie de l'île : 1 convention
- CCI Nantes Saint-Nazaire : 1 convention
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat : 1 convention

3. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les avenants et les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

17 – SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SOCIETE D'AMENAGEMENT DE LA METROPOLE OUEST ATLANTIQUE (SAMOA) – TRAITE DE CONCESSION D'AMENAGEMENT DE L'ILE DE NANTES – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES BANCAIRES – GARANTIES PARTIELLES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

Dans le cadre d'un nouveau traité de concession d'aménagement à effet du 01/01/2016, la SAMOA s'est vu confier la totalité de l'aménagement du périmètre de l'île de Nantes, en qualité de concessionnaire de Nantes métropole et ce pour une durée de 21 ans.

Cette opération nécessitera la mobilisation périodique d'emprunts auprès de partenaires bancaires afin de financer les décalages entre recettes et dépenses, tels que prévus dans le bilan financier du traité de concession d'aménagement approuvé par le Conseil Métropolitain le 15 décembre 2015.

Ce projet urbain vise à renouveler la centralité urbaine sur le périmètre d'influence du fleuve, et à organiser le renouvellement de la ville par la valorisation des friches urbaines sur ce territoire de référence.

Le financement du projet est jusqu'à présent assuré par six emprunts, contractés dans le cadre de la convention publique d'aménagement, résiliée en décembre 2015 et dont les soldes ont été repris dans le traité de concession d'aménagement :

- un emprunt de 15 M€ auprès de la Caisse d'Épargne, garanti par décision prise sur délégation du conseil communautaire du 10 février 2012,
- un emprunt de 5 M€ auprès du Crédit Mutuel, garanti par décision prise sur délégation du conseil communautaire du 10 février 2012,
- un emprunt de 4 M€ auprès de la Caisse d'Épargne, garanti par délibération approuvée au bureau communautaire du 23 mars 2012,
- un emprunt de 5 M€ auprès de la Caisse d'Épargne, garanti par délibération approuvée au bureau communautaire du 25 mai 2012.
- un emprunt de 8 M€ auprès de la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire, garanti par délibération approuvée au bureau communautaire du 28 septembre 2012.
- un emprunt de 4,2 M€, auprès du Crédit Coopératif, garanti par délibération approuvée au bureau métropolitain du 29 mars 2013.

Pour compléter le financement de l'opération, la SAMOA recourt à quatre nouveaux emprunts auprès du Crédit Mutuel, La Banque Postale, et la Caisse d'Épargne.

Chaque emprunt est conditionné à l'octroi de la garantie de Nantes Métropole à hauteur de 80%. Leurs caractéristiques financières sont exposées ci-après :

	Crédit Mutuel	Caisse d'Épargne	Caisse d'Épargne	La Banque Postale
N° de contrat de Prêt	Sans objet, car offre de prêt	85160504	85160503	offre de prêt CG-LBP - 2016 - 07
Montant	5,3 millions d'euros	5,3 millions d'euros	12 millions d'euros	7 millions d'euros
Préfinancement	Sans objet	24 mois, taux Euribor 3 mois + 0,85 % / an base exact/360jours	24 mois, taux Euribor 3 mois + 0,85 % / an base exact/360jours	Sans objet
Périodicité des échéances	Trimestrielles	Trimestrielles	Trimestrielles	Annuelles
Durée amortissem.	15 ans, à compter du terme de la phase de mobilisation	15 ans	10 ans	15 ans
Amortissement	Constant 1 ^{er} débloqué avant 31/12/2017	Linéaire	Linéaire	Constant

Taux d'intérêt annuel	Fixe à 0.95%	Fixe à 1.25%	Fixe à 1.18%	Fixe à 1.18% Base de calcul : Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours
Commission d'engagement	0.10% du montant emprunté	0.20%	0.20% du montant emprunté	0.10% du montant emprunté
Phase de Mobilisation	5 mois maxi juste après le 1 ^{er} déblocage	entre juillet et octobre 2017	en 2018	Montant du prêt versé en une seule fois avant le 03/04/2017
Remboursement anticipé	Aucune indemnité ne sera exigée sauf en cas de rachat du crédit en cours par un établissement concurrent, auquel cas elle sera = 1 semestre d'intérêts	Sans objet	Sans objet	Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et préavis 50 jours calendaires

La garantie signifie qu'au cas où la SAMOA, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, Nantes Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de l'organisme bancaire, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'organisme prêteur discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Cette garantie est assortie d'une convention qui indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Elle fixe aussi les modalités de remboursement desdites avances.

Aussi, il est demandé de délibérer sur la mise en place de quatre garanties d'emprunt par Nantes Métropole à la SAMOA à hauteur de 80% de chacun des quatre emprunts.

Au regard de ce qui précède,

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5217-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu l'offre de prêt du Crédit Mutuel, consultable à la direction du contrôle de gestion

Vu l'offre de La Banque Postale consultable à la direction du contrôle de gestion

Vu les contrats de prêt N° 85160504 et 85160503 signés entre La SAMOA et La Caisse d'Epargne le 27 décembre 2016, consultables à la direction du contrôle de gestion,

Vu l'ensemble les articles L300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, notamment l'article L300-5 et l'article L1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délibérations de Nantes Métropole n°2004-198 du 15/10/04 et n°2015-171 du 15/12/15 approuvant les dossiers de création de l'opération,

Vu la délibération de Nantes Métropole n°2015-188 du 15/12/15 désignant la SAMOA comme aménageur de l'opération,

Vu le traité de concession d'aménagement signé le 12/01/16 et notifiée au Concessionnaire le 15/01/16.

Il est demandé de délibérer favorablement à la mise en place de quatre garanties d'emprunt par Nantes Métropole à la SAMOA à hauteur de 80% de chaque emprunt.

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE
Mme Johanna ROLLAND, Mme Pascale CHIRON, M. Pascal PRAS, M. Alain ROBERT,
M. Bertrand AFFILE, M. Gérard ALLARD et M. Pascal BOLO NE PRENNENT PAS PART AU VOTE

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à la SPL La SAMOA, avec renonciation au bénéfice de discussion, pour le remboursement de l'emprunt contracté par la SPL auprès de La Banque Postale, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt dont les conditions financières sont rappelées ci-dessus, en vue du financement de l'opération d'aménagement dans le cadre de la convention publique d'aménagement Ile de Nantes.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité : les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires au titre du contrat pré-cité.

Sur notification de l'impayé total ou partiel d'une échéance, par lettre recommandée avec avis de réception de la Banque Postale, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SPL La SAMOA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

2. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à la SPL La SAMOA, avec renonciation au bénéfice de discussion, pour le remboursement de l'emprunt contracté par la SPL auprès du Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt dont les conditions financières sont rappelées ci-dessus, en vue du financement de l'opération d'aménagement dans le cadre de la convention publique d'aménagement Ile de Nantes.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité : les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires au titre du contrat pré-cité.

Sur notification de l'impayé total ou partiel d'une échéance, par lettre recommandée avec avis de réception du Crédit Mutuel, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SPL La SAMOA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

3. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à la SPL La SAMOA, avec renonciation au bénéfice de discussion, pour le remboursement des deux emprunts contractés par la SPL auprès de La Caisse d'Épargne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt dont les conditions financières sont rappelées ci-dessus, en vue du financement de la convention publique d'aménagement Ile de Nantes.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale de chaque Prêt et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité : les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires au titre des contrats pré-cités.

Sur notification de l'impayé total ou partiel d'une échéance, par lettre recommandée avec avis de réception de la Caisse d'Épargne, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SPL La SAMOA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

4. S'engage pendant toute la durée de chaque prêt, augmentée de trois mois, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et au partage du risque conformément à l'étendue de l'engagement de caution.
5. Déclare que la garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir aux contrats de prêt passés ou à passer entre la SAMOA et chacun des trois organismes bancaires respectivement : la Banque Postale, la Caisse d'Epargne et le Crédit Mutuel.
7. Approuve la convention de garantie d'emprunt à conclure avec la SPL SAMOA et consultable à la direction contrôle de gestion.
8. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

Direction Contrôle de Gestion

18 – SPL NANTES METROPOLE AMENAGEMENT – FINANCEMENT DES OPERATIONS D'AMENAGEMENT DU BAS CHANTENAY ET DE LA ZAC MELLINET A NANTES - EMPRUNTS AUPRÈS D'ORGANISMES BANCAIRES – GARANTIES PARTIELLES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La SPL Nantes Métropole Aménagement sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour l'octroi de trois garanties d'emprunt pour le financement des opérations d'aménagement du Bas Chantenay et de la ZAC Mellinet à Nantes.

Opération d'aménagement du Bas Chantenay :

La concession d'aménagement du Bas Chantenay, confiée à Nantes Métropole Aménagement le 22 novembre 2016, a pour objet d'aménager le secteur du Bas Chantenay qui s'étend sur une superficie globale de 165 ha. Les objectifs de l'opération sont de :

- Développer l'activité économique existante en maintenant le nombre d'emplois sur site et en cherchant à rendre compatible ville et industrie. La réalisation de l'ordre de 90 000 m² de surface de plancher de commerces / activités / tertiaire / équipements est envisagée,
- Contribuer à renouveler l'accès de la ville à son fleuve : berges, quais, espaces portuaires, cales...
- Participer au développement de l'habitat dans le cœur de la métropole en créant de 1 000 à 1 500 logements,
- Mettre en valeur le patrimoine notamment industriel en contribuant à sa valorisation,
- Contribuer à la connexion du quartier au cœur de la métropole en développant l'offre de loisirs et culturelle, notamment en bord et sur le fleuve,
- Développer la biodiversité et intégrer le quartier dans les continuités vertes.

Le bilan financier de l'opération est de 101 M€.

Les décalages classiques entre dépenses et recettes constatés au bilan de la concession d'aménagement expliquent le recours à des financements externes. Il s'agit en effet, dans une première phase de projet, de poursuivre toutes les études nécessaires, de procéder aux acquisitions foncières opportunes et d'engager les premiers aménagements.

C'est pourquoi Nantes Métropole Aménagement envisage de contracter un emprunt de 4 500 000 € sur 5 ans auprès du Crédit Mutuel ; aux conditions financières suivantes, conditionné à la garantie d'emprunt de Nantes Métropole à hauteur de 80 % :

Montant	4 500 000 € auprès du Crédit Mutuel
Durée	5 ans
Périodicité des échéances	A l'issue de la phase de franchise qui se terminera le 31/12/2019, la phase d'amortissement en capital sera composée de 2 annuités : la 1ère le 31/12/2020 de 1,5 M€ et la seconde le 31/12/2021 de 3 M€
Taux	Fixe à 0,58 %, appelé par trimestre pendant la période de franchise et d'amortissement
Franchise	3 ans maximum
Remboursement anticipé	Aucune indemnité sauf en cas de rachat du crédit en cours par un établissement concurrent, dans ce cas l'indemnité sera égale à 1 semestre d'intérêts
Débloqué des fonds	Le 1 ^{er} interviendra avant le 31/12/2017 et la période de mise à disposition des fonds s'étend jusqu'au 31/12/2018
Frais de dossier	0,10 % du montant emprunté

ZAC Mellinet :

La concession d'aménagement Mellinet concerne un périmètre de 32 hectares, élargi au-delà du périmètre propre de la ZAC (16 ha) pour permettre des initiatives en faveur du renforcement des pôles commerciaux existants et du développement des liaisons douces.

L'aménagement du périmètre doit permettre la réalisation du programme prévisionnel suivant :

- environ 1 700 logements comprenant 35 % de logements sociaux, 35 % de logements en accession abordable et 30 % de logements en accession libre
- environ 6 000 m² de surface plancher d'équipements publics ou collectifs, correspondant à l'implantation d'un Pôle Petite Enfance, d'un centre de loisirs, d'ateliers d'artistes, d'une Maison du Projet et d'une réserve foncière pour un groupe scolaire.
- Environ 15 400 m² de surface plancher d'activités économiques (commerces, artisans, services, bureaux).

Le bilan financier de l'opération est de 35 M€.

Il s'agit donc de mettre en place un financement pour couvrir le décalage entre les dépenses et les recettes. Un besoin de financement de 10 M€ a été identifié.

C'est pourquoi Nantes Métropole Aménagement envisage de contracter deux emprunts, l'un de 7 300 000 € sur 7 ans auprès d'ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et l'autre de 2 700 000 € sur 5 ans auprès du Crédit Mutuel; aux conditions financières suivantes, conditionnés à la garantie d'emprunt de Nantes Métropole à hauteur de 80 % chacun :

Montant	2 700 000 € auprès du Crédit Mutuel
Durée	5 ans
Périodicité des échéances	A l'issue de la phase de franchise qui se terminera le 31/12/2019, la phase d'amortissement en capital sera composée de 2 annuités : la 1ère le 31/12/2020 de 0,9 M€ et la seconde le 31/12/2021 de 1,8 M€
Taux	Fixe à 0,58 %, appelé par trimestre pendant la période de franchise et d'amortissement

Franchise	3 ans maximum
Remboursement anticipé	Aucune indemnité sauf en cas de rachat du crédit en cours par un établissement concurrent, dans ce cas l'indemnité sera égale à 1 semestre d'intérêts
Déblocage des fonds	Le 1 ^{er} interviendra avant le 31/12/2017 et la période de mise à disposition des fonds s'étend jusqu'au 31/12/2018
Frais de dossier	0,10 % du montant emprunté

Montant	7 300 000 € auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels
Durée	7 ans
Périodicité des échéances	Différé d'amortissement en capital de 3 ans, périodicité trimestrielle, amortissement progressif
Taux	Fixe à 0,74 %
Remboursement anticipé	Possible à chaque échéance, avec indemnité actuarielle et préavis de 1 mois
Déblocage des fonds	Sous 3 mois à compter de la date d'émission
Frais de dossier	0,15 % du montant emprunté

La garantie signifie qu'au cas où Nantes Métropole Aménagement, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, Nantes Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de l'organisme bancaire, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir exiger que l'organisme prêteur discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Cette garantie est assortie d'une convention qui indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Elle fixe aussi les modalités de remboursement desdites avances.

Au regard de ce qui précède,

Vu l'article L 5111-4 et les articles L5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

Vu les offres de prêts consultables à la direction du contrôle de gestion,

LE BUREAU DELIBERE ET, A L'UNANIMITE

**Mme Pascale CHIRON, M. Pascal PRAS, M. Alain ROBERT, M. Gérard ALLARD,
M. Pierre HAY, M. Jocelyn BUREAU et Mme Véronique DUBETTIER-GRENIER NE PRENNENT PAS
PART AU VOTE**

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à Nantes Métropole Aménagement pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 500 000 € à contracter auprès du Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt retranscrites ci-avant, en vue du financement de l'opération d'aménagement du Bas Chantenay à Nantes.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Mutuel, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Nantes Métropole Aménagement pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

2. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à Nantes Métropole Aménagement pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 700 000 € à contracter auprès du Crédit Mutuel, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt retranscrites ci-avant, en vue du financement de la ZAC Mellinet à Nantes.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Mutuel, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Nantes Métropole Aménagement pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

3. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 80% à Nantes Métropole Aménagement pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 300 000 € à contracter auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt retranscrites ci-avant, en vue du financement de la ZAC Mellinet à Nantes.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à Nantes Métropole Aménagement pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

4. S'engage pendant toute la durée de chaque prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des prêts.

5. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à intervenir aux contrats de prêts à passer entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et la SPL Nantes Métropole Aménagement d'une part et entre le Crédit Mutuel et la SPL Nantes Métropole Aménagement d'autre part.

6. Approuve les conventions de garantie d'emprunt à conclure avec la SPL Nantes Métropole Aménagement et consultables à la direction contrôle de gestion.

7. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

19 – SA D'HLM SAMO – OPERATIONS DE CONSTRUCTION, D'ACQUISITION EN VEFA ET DE REHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRÈS D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM SAMO sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Construction de 35 logements locatifs sociaux situés rue de Saverne – rue de Rieux à Nantes, opération désignée « Le Jardin de la Madeleine »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	210 000 €	101689	100%

Programme n°2 : Acquisition ULS (Usufruit Locatif Social) en VEFA de 16 logements locatifs sociaux situés rue de Saverne à Nantes, opération désignée « Le Jardin de la Madeleine »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	40 000 €	101761	100%

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 68 logements locatifs sociaux situés 12 boulevard de la Beaujoire à Nantes, opération désignée « La Beaujoire »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	240 000 €	101712	100%
	80 000 €	101700	

Programme n°4 : Acquisition ULS en VEFA de 19 logements locatifs sociaux situés 36 rue Littré à Nantes, opération désignée « Les Belles Lettres »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	70 000 €	101719	100%

Programme n°5 : Acquisition ULS en VEFA de 24 logements locatifs sociaux situés boulevard Paul Chabas à Nantes, opération désignée « Les Hauts de Procé »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	40 000 €	101720	100%

Programme n°6 : Acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés 32 avenue de la Libération à Rezé, opération désignée « Esprit Libre »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
---------------	-------------------------	---------------------------------	--

Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	60 000 €	101690	100%
	20 000 €	101747	

Programme n°7 : Acquisition en VEFA de 34 logements locatifs sociaux situés rue du Château d'Eau à Rezé, opération désignée « Rue du Château d'Eau »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	165 000 €	101748	100%
	40 000 €	101699	

Programme n°8 : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux situés 25 allée du Luxembourg / 2 allée de Praud à Rezé, opération dénommée « Viva Parc ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	343 378 €	58150	100%
PLUS Foncier		284 910 €		
PLAI		237 229 €		
PLAI Foncier		109 755 €		

Programme n°9 : Réhabilitation de 19 logements locatifs sociaux situés 7 rue Vincent Auriol à Saint-Herblain, opération dénommée « La Changetterie ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM	Caisse des Dépôts et Consignations	217 000 €	58793	100%

Programme n°10 : Acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux situés route de Nantes à Vertou, opération dénommée « Vertavia ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	492 514 €	58065	100%
PLUS Foncier		213 441 €		
PLAI		143 190 €		
PLAI Foncier		67 575 €	58069	
PLS		611 744 €		
PLS Foncier		863 256 €		

CPLS		590 733 €		
------	--	-----------	--	--

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et les conventions de prêts référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA D'HLM SAMO l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique les prêteurs.

**LE BUREAU DELIBERE ET A L'UNANIMITE,
Mme Pascale CHIRON NE PREND PAS PART AU VOTE**

1. Sur le programme n°1 : Construction de 35 logements locatifs sociaux situés rue de Saverne – rue de Rieux à Nantes, opération désignée « Le Jardin de la Madeleine »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101689, relatif à l'opération de construction de 35 logements locatifs sociaux situés rue de Saverne – rue de Rieux à Nantes, opération désignée « Le Jardin de la Madeleine », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Acquisition ULS en VEFA de 16 logements locatifs sociaux situés rue de Saverne à Nantes, opération désignée « Le Jardin de la Madeleine »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101761, relatif à l'opération d'acquisition ULS en VEFA de 16 logements locatifs sociaux situés rue de Saverne à Nantes, opération désignée « Le Jardin de la Madeleine », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 68 logements locatifs sociaux situés 12 boulevard de la Beaujoire à Nantes, opération désignée « La Beaujoire »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement de deux emprunts contractés auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous les conventions de prêt n°101712 et n°101700, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 68 logements locatifs sociaux situés 12 boulevard de la Beaujoire à Nantes, opération désignée « La Beaujoire », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des conventions de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : Acquisition ULS en VEFA de 19 logements locatifs sociaux situés 36 rue Littré à Nantes, opération désignée « Les Belles Lettres »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101719, relatif à l'opération d'acquisition ULS en VEFA de 19 logements locatifs sociaux situés 36 rue Littré à Nantes, opération désignée « Les Belles Lettres », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Sur le programme n°5 : Acquisition ULS en VEFA de 24 logements locatifs sociaux situés boulevard Paul Chabas à Nantes, opération désignée « Les Hauts de Procé »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101720, relatif à l'opération d'acquisition ULS en VEFA de 24 logements locatifs sociaux situés boulevard Paul Chabas à Nantes, opération désignée « Les Hauts de Procé », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. Sur le programme n°6 : Acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés 32 avenue de la Libération à Rezé, opération désignée « Esprit Libre »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement de deux emprunts contractés auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous les conventions de prêt n°101690 et 101747, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés 32 avenue de la Libération à Rezé, opération désignée « Esprit Libre », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des conventions de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

1. 7. Sur le programme n°7 : Acquisition en VEFA de 34 logements locatifs sociaux situés rue du Château d'Eau à Rezé, opération désignée « Rue du Château d'Eau »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement de deux emprunts contractés auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous les conventions de prêt n°101748 et 101699, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 34 logements locatifs sociaux situés rue du Château d'Eau à Rezé, opération désignée « Rue du Château d'Eau », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des conventions de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

8. Sur le programme n°8 : Acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux situés 25 allée du Luxembourg / 2 allée de Praud à Rezé, opération dénommée « Viva Parc »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat de prêt n°58150, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 11 logements locatifs sociaux situés 25 allée du Luxembourg / 2 allée de Praud à Rezé, opération dénommée « Viva Parc », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

9. Sur le programme n°9 : Réhabilitation de 19 logements locatifs sociaux situés 7 rue Vincent Auriol à Saint-Herblain, opération dénommée « La Changetterie »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat de prêt n°58793, relative à l'opération de réhabilitation de 19 logements locatifs sociaux situés 7 rue Vincent Auriol à Saint-Herblain, opération dénommée « La Changetterie », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

10. Sur le programme n°10 : Acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux situés route de Nantes à Vertou, opération dénommée « Vertavia »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM SAMO pour le remboursement de sept lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous les contrats de prêt n°58065 et n°58069, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux situés route de Nantes à Vertou, opération dénommée « Vertavia », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

11. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.

12. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque ligne de prêt mentionnée ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacune et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

13. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

14. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM SAMO consultables à la direction contrôle de gestion.

15. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

20 – SA D'HLM LA NANTAISE D'HABITATIONS – OPERATIONS D'ACQUISITION EN VEFA ET DE REHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM La Nantaise d'Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Réhabilitation de 390 logements locatifs sociaux situés sur Nantes Métropole, opération dénommée « GRI 2015 ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PAM	Caisse des Dépôts et Consignations	970 000 €	58492	100%

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux situés 12 rue de la Galtière à Saint-Sébastien sur Loire, opération dénommée « Promenades Enchantées 3 ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Prêt	Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	60 000 €	101666	100%

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 10 logements locatifs sociaux situés 2 avenue Lotz Cossé à Nantes, opération dénommée « Senghor/ULS ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat/ convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	500 607 €	56478	100%
Prêt	Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	50 000 €	101718	

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait des garanties d'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et les conventions de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique, les prêteurs.

**LE BUREAU DELIBERE ET A L'UNANIMITE,
M. Alain ROBERT et Mme Marie-Cécile GESSANT NE PRENNENT PAS PART AU VOTE**

1. Sur le programme n°1 : Réhabilitation de 390 logements locatifs sociaux situés sur Nantes Métropole, opération dénommée « GRI 2015 »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58492 relative à l'opération de réhabilitation de 390 logements locatifs sociaux situés sur Nantes Métropole, opération dénommée « GRI 2015 », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux situés 12 rue de la Galtière à Saint-Sébastien sur Loire, opération dénommée « Promenades Enchantées 3 »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101666, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux situés 12 rue de la Galtière à Saint-Sébastien sur Loire, opération dénommée « Promenades Enchantées 3 », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 10 logements locatifs sociaux situés 2 avenue Lotz Cossé à Nantes, opération dénommée « Senghor/ULS »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°56478 et d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101718, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 10 logements locatifs sociaux situés 2 avenue Lotz Cossé à Nantes, opération dénommée « Senghor/ULS », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et de la convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.

5. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

6. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

7. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM La Nantaise d'Habitations consultables à la direction contrôle de gestion.

8. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

21 – SOCIETE COOPERATIVE D'HLM CIF COOPERATIVE – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA d'un logement locatif social situé avenue des Perrières à La Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Perrières 3 ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	70 086 €	58444	100%
PLUS Foncier		37 333 €		

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 50 logements locatifs sociaux situés avenue des Perrières à La Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Perrières 3 ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	320 000 €	101447	100%

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés chemin de l'Ecobut (ZAC Bottière Chênaie) à Nantes, opération dénommée « Parc de la Colinière 2 ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	140 000 €	101716	100%

Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés chemin de l'Ecobut (ZAC Bottière Chênaie) à Nantes, opération dénommée « Parc de la Colinière 1 ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	140 000 €	101471	100%

Programme n°5 : Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux situés 29 – 33 rue de la carterie à Nantes, opération dénommée « Côté Versailles ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	20 000 €	101677	100%
	40 000 €	101721	

Programme n°6 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux situés 75 rue du Jaunais à Rezé, opération dénommée « Les Jardins du Jaunais ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	40 000 €	101448	100%

Programme n°7 : Construction de 7 logements locatifs sociaux situés 104 à 108 boulevard Dalby à Nantes, opération dénommée « Le Carré Saint Clément ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	60 000 €	101450	100%

Programme n°8 : Construction de 9 logements locatifs sociaux situés 10 rue du Bocage aux Sorinières, opération dénommée « Le Clos des Vignes ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	80 000 €	101793	100%

Programme n°9 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 30 – 32 rue Ernest Legouvé à Nantes, opération dénommée « Le Carré Félix ».

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	40 000 €	101794	100%

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait des garanties d'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre des garanties, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat et les conventions de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique, les prêteurs.

LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE

1. Sur le programme n°1 : Acquisition en VEFA d'un logement locatif social situé avenue des Perrières à La Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Perrières 3 »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58444 relatives à l'opération d'acquisition en VEFA d'un logement locatif social situé avenue des Perrières à La Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Perrières 3 », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Acquisition en VEFA de 50 logements locatifs sociaux situés avenue des Perrières à La Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Perrières 3 »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101447, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 50 logements locatifs sociaux situés avenue des Perrières à La Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Perrières 3 », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés chemin de l'Ecobut (ZAC Bottière Chênaie) à Nantes, opération dénommée « Parc de la Colinière 2 »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101716, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés chemin de l'Ecobut (ZAC Bottière Chênaie) à Nantes, opération dénommée « Parc de la Colinière 2 », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés chemin de l'Ecobut (ZAC Bottière Chênaie) à Nantes, opération dénommée « Parc de la Colinière 1 »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101471, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés chemin de l'Ecobut (ZAC Bottière Chênaie) à Nantes, opération dénommée « Parc de la Colinière 1 », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Sur le programme n°5 : Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux situés 29 – 33 rue de la carterie à Nantes, opération dénommée « Côté Versailles »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement de deux emprunts contractés auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous les conventions de prêt n°101677 et n°101721, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux situés 29 – 33 rue de la carterie à Nantes, opération dénommée « Côté Versailles », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des conventions de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. Sur le programme n°6 : Acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux situés 75 rue du Jaunais à Rezé, opération dénommée « Les Jardins du Jaunais »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101448, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux situés 75 rue du Jaunais à Rezé, opération dénommée « Les Jardins du Jaunais », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

7. Sur le programme n°7 : Construction de 7 logements locatifs sociaux situés 104 à 108 boulevard Dalby à Nantes, opération dénommée « Le Carré Saint Clément »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101450, relatif à l'opération de construction de 7 logements locatifs sociaux situés 104 à 108 boulevard Dalby à Nantes, opération dénommée « Le Carré Saint Clément », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

8. Sur le programme n°8 : Construction de 9 logements locatifs sociaux situés 10 rue du Bocage aux Sorinières, opération dénommée « Le Clos des Vignes »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101793, relatif à l'opération de construction de 9 logements locatifs sociaux situés 10 rue du Bocage aux Sorinières, opération dénommée « Le Clos des Vignes », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

9. Sur le programme n°9 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 30 – 32 rue Ernest Legouve à Nantes, opération dénommée « Le Carré Félix »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101794, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 30 – 32 rue Ernest Legouve à Nantes, opération dénommée « Le Carré Félix », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

10. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.

11. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des prêts mentionnés ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

12. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

13. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Coopérative d'HLM CIF Coopérative consultables à la direction contrôle de gestion.

14. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

22 – SA D'HLM IMMOBILIERE PODELIHA – OPÉRATIONS D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES DE LA CAISSE DES DEPÔTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Podeliha sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition amélioration de 11 logements locatifs sociaux situés 3 rue du Chat qui guette à Saint-Jean de Boiseau, opération dénommée « Rue du Chat qui Guette ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	255 000 €	52852	100 %
PLUS Foncier		210 000 €		
PLAI		250 000 €		
PLAI Foncier		115 000 €		

Programme n°2 : Acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés 38 rue des Alouettes à Nantes, opération dénommée « Jean Moulin ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	730 000 €	59020	100 %
PLS Foncier		480 000 €		

Programme n°3 : Acquisition en VEFA de 144 logements étudiants situés rue de Tchécoslovaquie et boulevard de Berlin à Nantes, opération dénommée « ZAC Malakoff ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	3 695 000 €	58794	100 %
PLS Foncier		2 770 000 €		
CPLS		2 155 000 €		

Programme n°4 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 1 rue de la Colinière à Nantes, opération dénommée « La Colinière ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLS	Caisse des Dépôts et Consignations	425 000 €	59269	100 %
PLS Foncier		245 000 €		

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signé entre la SA d'HLM Immobilière Podeliha l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE

1. Sur le programme n°1 : Acquisition amélioration de 11 logements locatifs sociaux situés 3 rue du Chat qui guette à Saint-Jean de Boiseau, opération dénommée « Rue du Chat qui Guette »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Immobilière Podeliha pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat de prêt n°52852, relatives à l'opération d'acquisition amélioration de 11 logements locatifs sociaux situés 3 rue du Chat qui guette à Saint-Jean de Boiseau, opération dénommée « Rue du Chat qui Guette », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés 38 rue des Alouettes à Nantes, opération dénommée « Jean Moulin »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Immobilière Podeliha pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat de prêt n°59020, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements locatifs sociaux situés 38 rue des Alouettes à Nantes, opération dénommée « Jean Moulin », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 144 logements étudiants situés rue de Tchécoslovaquie et boulevard de Berlin à Nantes, opération dénommée « ZAC Malakoff »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Immobilière Podeliha pour le remboursement de trois lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat de prêt n°58794, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 144 logements étudiants situés rue de Tchécoslovaquie et boulevard de Berlin à Nantes, opération dénommée « ZAC Malakoff », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 1 rue de la Colinière à Nantes, opération dénommée « La Colinière »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Immobilière Podeliha pour le remboursement de deux lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat de prêt n°59269, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 1 rue de la Colinière à Nantes, opération dénommée « La Colinière », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.

6. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque ligne de prêt mentionnée ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacune et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

7. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.

8. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Immobilière Podeliha consultables à la direction contrôle de gestion.

9. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

23 – OFFICE PUBLIC D'HLM NANTES METROPOLE HABITAT – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D'ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

L'Office public d'HLM Nantes Métropole Habitat sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d'emprunts relatives au financement des programmes d'opérations suivantes :

Programme N°1 : Construction de 53 logements locatifs sociaux situés boulevard de la Prairie au Duc à Nantes, opération désignée « L'Ilot des Iles »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	3 222 996 €	48238	100%
PLUS Foncier		993 824 €		
PLAI		1 277 110 €		
PLAI Foncier		401 004 €		

Programme N°2 : Construction de 14 logements locatifs sociaux situés rue d'Espagne à Nantes, opération désignée « Iberia »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	479 446 €	58221	100%
PLUS Foncier		369 353 €		
PLAI		322 535 €		
PLAI Foncier		251 724 €		
PLS		167 755 €		
PLS Foncier		92 861 €		

Programme N°3 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés boulevard Pierre de Coubertin à Nantes, opération désignée « Les Hauts du Parc »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	754 067 €	58227	100%
PLUS Foncier		419 265 €		
PLAI		287 655 €		
PLAI Foncier		154 474 €		

Programme N°4 : Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux situés ZAC du Pré Gauchet Ilot 9 (allée Jacques Berque) à Nantes, opération désignée « Héméra »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	659 769 €	58973	100%
PLUS Foncier		378 638 €		
PLAI		299 915 €		
PLAI Foncier		164 227 €		

Programme N°5 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 8 rue Mellier à Nantes, opération désignée « Villa Mellinet »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	214 304 €	58149	100%
PLUS Foncier		124 307 €		
PLAI		38 525 €		
PLAI Foncier		24 762 €		

Programme N°6 : Acquisition en VEFA de 9 logements locatifs sociaux situés boulevard des Belges à Nantes, opération désignée « Villa Donatien »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	600 485 €	58119	100%
PLUS Foncier		308 849 €		
PLAI		154 599 €		
PLAI Foncier		81 187 €		

Programme N°7 : Prêt complémentaire pour diverses opérations déjà garanties (Russeil, Convention, Polaris, Inspirations à Nantes)

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
CPLS	ARKEA	2 500 000 €	100%

Programme N°8 : Acquisition en VEFA de 37 logements en accession abordable situés boulevard Gaston Doumergue à Nantes, opération désignée « Polaris »

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	Crédit Agricole Atlantique Vendée	5 309 535 €	100%

Programme N°9 : Construction de 31 logements en accession abordable situés boulevard Prairie au Duc à Nantes, opération désignée « L'Ilot des Iles »

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	La Banque Postale	4 204 973 €	100%

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération (hors PSLA), du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les contrats et offres de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE

1. Sur le programme n°1 : Construction de 53 logements locatifs sociaux situés boulevard de la Prairie au Duc à Nantes, opération désignée « L'Ilot des Iles »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêts contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°48238, relatives à l'opération de construction de 53 logements locatifs sociaux situés boulevard de la Prairie au Duc à Nantes, opération désignée « L'Ilot des Iles », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Construction de 14 logements locatifs sociaux situés rue d'Espagne à Nantes, opération désignée « Iberia »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de six lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58221, relatives à l'opération de construction de 14 logements locatifs sociaux situés rue d'Espagne à Nantes, opération désignée « Iberia », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés boulevard Pierre de Coubertin à Nantes, opération désignée « Les Hauts du Parc »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58227, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés boulevard Pierre de Coubertin à Nantes, opération désignée « Les Hauts du Parc », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Sur le programme n°4 : Acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux situés ZAC du Pré Gauchet Ilot 9 (allée Jacques Berque) à Nantes, opération désignée « Héméra »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58973, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sociaux situés ZAC du Pré Gauchet Ilot 9 (allée Jacques Berque) à Nantes, opération désignée « Héméra », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5. Sur le programme n°5 : Acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 8 rue Mellier à Nantes, opération désignée « Villa Mellinet »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58149, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 5 logements locatifs sociaux situés 8 rue Mellier à Nantes, opération désignée « Villa Mellinet », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. Sur le programme n°6 : Acquisition en VEFA de 9 logements locatifs sociaux situés boulevard des Belges à Nantes, opération désignée « Villa Donatien »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°58119, relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 9 logements locatifs sociaux situés boulevard des Belges à Nantes, opération désignée « Villa Donatien », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

7. Sur le programme n°7 : Prêt complémentaire pour diverses opérations déjà garanties (Russeil, Convention, Polaris, Inspirations à Nantes)

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement d'un prêt complémentaire contracté auprès d'ARKEA, relatif à 4 opérations déjà garanties par Nantes Métropole, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

8. Sur le programme n°8 : Acquisition en VEFA de 37 logements en accession abordable situés boulevard Gaston Doumergue à Nantes, opération désignée « Polaris »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement d'un prêt contracté auprès du Crédit Agricole Atlantique Vendée, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 37 logements en accession abordable situés boulevard Gaston Doumergue à Nantes, opération désignée « Polaris », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

9. Sur le programme n°9 : Construction de 31 logements en accession abordable situés boulevard Prairie au Duc à Nantes, opération désignée « L'Ilot des Iles »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat pour le remboursement d'un prêt contracté auprès de la Banque Postale, relatif à l'opération de construction de 31 logements en accession abordable situés boulevard Prairie au Duc à Nantes, opération désignée « L'Ilot des Iles », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

10. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.
11. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
12. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
13. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec l'Office Public d'HLM Nantes Métropole Habitat consultables à la direction contrôle de gestion.
14. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

24 – SA D'HLM ATLANTIQUE HABITATIONS – OPERATION D'ACQUISITION EN VEFA DE 14 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – LE FAUBOURG A SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE - EMPRUNTS AUPRES D'ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLÉ

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Atlantique Habitations sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'emprunts relative au financement de l'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux situés 8-10 rue Missak Manouchian à Saint-Sébastien sur Loire, opération dénommée « Le Faubourg ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat/convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	628 097 €	57573	100%
PLUS Foncier		129 392 €		
PLAI		424 874 €		
PLAI Foncier		46 566 €		
	Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	140 000 €	101499	

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat et la convention de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signés entre la SA d'HLM Atlantique Habitations l'emprunteur, la Caisse des Dépôts et Consignations et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique, les prêteurs.

**LE BUREAU DELIBERE ET A L'UNANIMITE,
M. Pascal PRAS NE PREND PAS PART AU VOTE**

1. Acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux situés 8-10 rue Missak Manouchian à Saint-Sébastien sur Loire, opération dénommée « Le Faubourg »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Atlantique Habitations pour le remboursement d'une ligne de prêt contractée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°57573 et d'un prêt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101499, relatifs à l'opération d'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux situés 8-10 rue Missak Manouchian à Saint-Sébastien sur Loire, opération dénommée « Le Faubourg », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat et de la convention de prêt consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.
3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SA d'HLM Atlantique Habitations consultable à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction Contrôle de Gestion

25 – SA D’HLM HARMONIE HABITAT – OPERATIONS D’ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – EMPRUNTS AUPRES DU COMITE INTERPROFESSIONNEL DU LOGEMENT ATLANTIQUE - GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d’HLM Harmonie Habitat sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d’emprunts relatives au financement des programmes d’opérations suivantes :

Programme N°1 : Acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux situés 57 rue du 65ème Régiment d’Infanterie à Nantes, opération désignée « Campus Rousseau »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	20 000 €	101680	100%

Programme N°2 : Acquisition en VEFA de 28 logements locatifs sociaux situés 31-33 route de Saint-Herblain à Nantes, opération désignée « Romanet »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de	Taux de couverture de la
---------------	-------------------------	----------------------------	---------------------------------

		prêt	garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	60 000 €	101753	100%

Programme N°3 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés rue Sourdéac et rue La Noue Bras de Fer à Nantes, opération désignée « DY 15 Cos'Yle »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	40 000 €	101678	100%

Programme N°4 : Acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux situés 47-55 rue Pierre Blard & 1-5 rue de la Gare à Saint-Herblain, opération désignée « Villa Chatel »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	20 000 €	101679	100%

Programme N°5 : Acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux situés 1-3 rue du Docteur Roux à La Montagne, opération désignée « Les Hortensias »

Banque	Montant emprunté	N° de convention de prêt	Taux de couverture de la garantie
Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique	60 000 €	101713	100%

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour chaque opération, du fait de la garantie de l'emprunt, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les conventions de prêts référencées ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signées entre la SA d'HLM Harmonie Habitat l'emprunteur et le Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique le prêteur .

**LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE
Mme Marie-Hélène NEDELEC NE PREND PAS PART AU VOTE**

1 - Sur le programme n°1 : Acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux situés 57 rue du 65ème Régiment d'Infanterie à Nantes, opération désignée « Campus Rousseau »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101680, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux situés 57 rue du 65ème Régiment d'Infanterie à Nantes, opération désignée « Campus Rousseau », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2 - Sur le programme n°2 : Acquisition en VEFA de 28 logements locatifs sociaux situés 31-33 route de Saint-Herblain à Nantes, opération désignée « Romanet »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101753, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 28 logements locatifs sociaux situés 31-33 route de Saint-Herblain à Nantes, opération désignée « Romanet », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3 - Sur le programme n°3 : Acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés rue Sourdéac et rue La Noue Bras de Fer à Nantes, opération désignée « DY 15 Cos'Yle »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101678, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements locatifs sociaux situés rue Sourdéac et rue La Noue Bras de Fer à Nantes, opération désignée « DY 15 Cos'Yle », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4 - Sur le programme n°4 : Acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux situés 47-55 rue Pierre Blard & 1-5 rue de la Gare à Saint-Herblain, opération désignée « Villa Chatel »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101679, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux situés 47-55 rue Pierre Blard & 1-5 rue de la Gare à Saint-Herblain, opération désignée « Villa Chatel », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

5 - Sur le programme n°5 : Acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux situés 1-3 rue du Docteur Roux à La Montagne, opération désignée « Les Hortensias »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SA d'HLM Harmonie Habitat pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Comité Interprofessionnel du Logement Atlantique sous la convention de prêt n°101713, relatif à l'opération d'acquisition en VEFA de 21 logements locatifs sociaux situés 1-3 rue du Docteur Roux à La Montagne, opération désignée « Les Hortensias », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions la convention de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

6. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.
7. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale de chaque prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacun et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

8. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
9. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Harmonie Habitat consultables à la direction contrôle de gestion.
10. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

26 – SA D’HLM AIGUILLON CONSTRUCTION – OPERATIONS DE CONSTRUCTION ET D’ACQUISITION EN VEFA DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET DE LOGEMENTS EN ACCESSION ABORDABLE – EMPRUNTS AUPRES D’ORGANISMES FINANCIERS – GARANTIES DE NANTES METROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d’HLM Aiguillon Construction sollicite l’intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant les garanties d’emprunts relatives au financement des programmes d’opérations suivantes :

Programme n°1 : Acquisition en VEFA de 26 logements locatifs sociaux situés route de Clisson à Vertou, opération dénommée « Métropolis ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° de contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	1 041 000 €	59418	100%
PLUS Foncier		574 000 €		
PLAI		453 000 €		
PLAI Foncier		272 000 €		

Programme n°2 : Acquisition de 11 logements en accession abordable situés avenue des Perrières à la Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Botanica ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	La Banque Postale	1 247 000 €	100 %

Programme n°3 : Construction de 19 logements en accession abordable situés rue des Alouettes à Nantes, opération dénommée « Résidence Emergence ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	Crédit Agricole Atlantique Vendée	2 279 000 €	100 %

Le détail des opérations et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Pour l'opération « Métropolis », du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat et les offres de prêt référencés ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultables à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE

1. Sur le programme n°1 : Acquisition en VEFA de 26 logements locatifs sociaux situés route de Clisson à Vertou, opération dénommée « Métropolis »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°59418 relatives à l'opération d'acquisition en VEFA de 26 logements locatifs sociaux situés route de Clisson à Vertou, opération dénommée « Métropolis », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

2. Sur le programme n°2 : Acquisition de 11 logements en accession abordable situés avenue des Perrières à la Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Botanica »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès de la Banque Postale, relatif à l'opération d'acquisition de 11 logements en accession abordable situés avenue des Perrières à la Chapelle-sur-Erdre, opération dénommée « Botanica », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

3. Sur le programme n°3 : Construction de 19 logements en accession abordable situés rue des Alouettes à Nantes, opération dénommée « Résidence Emergence »

Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction pour le remboursement d'un emprunt contracté auprès du Crédit Agricole Atlantique Vendée, relatif à l'opération de construction de 19 logements en accession abordable situés rue des Alouettes à Nantes, opération dénommée « Résidence Emergence », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.

4. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.

5. S'engage à ce que les garanties soient accordées sur la durée totale des lignes de prêt mentionnées ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celles-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. Les garanties portent sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
6. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
7. Approuve les conventions de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Aiguillon Construction consultables à la direction contrôle de gestion.
8. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer les conventions.

Direction Contrôle de Gestion

27 – SA HLM COOPERATION ET FAMILLE – OPERATION D'ACQUISITION AMELIORATION DE 46 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – RESIDENCE LA BERAUDIÈRE A NANTES - EMPRUNTS AUPRÈS DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS – GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Anonyme d'HLM Coopération et Famille sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'emprunts relative au financement de l'acquisition amélioration de 46 logements sociaux situés 3-9 rue des Ecachoirs et 8 avenue de la Béraudière à Nantes, opération désignée « Résidence la Béraudière »

Prêt	Banque	Montant emprunté	N° contrat de prêt	Taux de couverture de la garantie
PLUS	Caisse des Dépôts et Consignations	2 290 183 €	55679	100 %
PLUS Foncier		1 187 146 €		
PLAI		918 824 €		
PLAI Foncier		511 714 €		

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières des emprunts garantis vous sont présentés en annexe 1.

Du fait de la garantie des emprunts, Nantes Métropole dispose d'un droit de réservation à hauteur de 20% qu'elle propose de déléguer à la commune d'implantation de l'immeuble et fait ainsi obligation au bailleur d'informer la commune dès la livraison de l'immeuble.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, pour chaque emprunt garanti, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt référencé ci-avant dont les caractéristiques financières figurent en annexe 1 de la présente délibération et consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole, signé entre la SA D'HLM Coopération et Famille l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations le prêteur.

LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la Société Anonyme d'HLM Coopération et Famille pour le remboursement de quatre lignes de prêt contractées auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sous le contrat n°55679, relatives à l'opération d'acquisition amélioration de 46 logements sociaux situés 3-9 rue des Ecachoirs et 8 avenue de la Béraudière à Nantes, opération désignée « Résidence la Béraudière », selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.
2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.
3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale de chaque ligne de prêt mentionnée ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de chacune et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la Société Anonyme d'HLM Coopération et Famille consultable à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération dont l'annexe 1 fait partie intégrante et forme un tout indissociable et notamment à signer la convention.

Direction Contrôle de Gestion

28 – SCCV BOUGUENAI LE CHAMP TOURY – OPERATION DE CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS EN ACCESSION ABORDABLE – LE CHAMP TOURY A BOUGUENAI - EMPRUNT AUPRES DE LA BANQUE POSTALE - GARANTIE DE NANTES MÉTROPOLE

EXPOSE

La Société Civile de Construction Vente Bouguenais Le Champ Toury sollicite l'intervention de Nantes Métropole pour le vote concernant la garantie d'emprunt à souscrire auprès de la Banque Postale, relative au financement de la construction de 8 logements en accession abordable situés rue Manon Lescaut à Bouguenais, opération dénommée « Le Champ Toury ».

Prêt	Banque	Montant emprunté	Taux de couverture de la garantie
PSLA	La Banque Postale	1 115 709 €	100%

Le détail de l'opération et les caractéristiques financières de l'emprunt garanti vous sont présentés en annexe 1.

Conformément à l'article R 431-59 du Code de la Construction et de l'Habitation, une convention entre Nantes Métropole et la société fixe les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie. Cette convention indique que toutes les sommes qui pourraient être versées par Nantes Métropole, au titre de sa garantie, ont le caractère d'avances recouvrables. Cette convention fixe enfin les modalités de remboursement desdites avances.

Vu l'article 2298 du Code Civil ;
Vu l'offre de prêt référencée ci-avant de la Banque Postale,

LE BUREAU DELIBERE, ET A L'UNANIMITE

1. Décide d'accorder sa garantie à hauteur de 100% à la SCCV Bouguenais Le Champ Toury pour le remboursement d'un emprunt à souscrire auprès de la Banque Postale, relatif à l'opération de construction de 8 logements en accession abordable, dénommée « Le Champ Toury » sur la commune de Bouguenais, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre de prêt consultable à la direction contrôle de gestion de Nantes Métropole.
2. Précise que toute annulation d'agrément par l'Etat vaudra annulation des garanties d'emprunts se rapportant à l'opération en question.
3. S'engage à ce que la garantie soit accordée sur la durée totale du prêt mentionné ci-dessus et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et à libérer ainsi les ressources suffisantes pour couvrir les charges. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
4. S'engage à ce que Nantes Métropole se substitue à l'emprunteur pour son paiement, sur notification de l'impayé par lettre simple du prêteur, en renonçant au bénéfice de discussion si le défaut de ressources nécessaires à ce règlement est constaté.
5. Approuve la convention de contre garantie à conclure avec la SCCV Bouguenais Le Champ Toury consultable à la direction contrôle de gestion.
6. Autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à accomplir toute formalité nécessaire à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer la convention.

La Vice-Présidente,

Michèle GRESSUS

Les délibérations, annexes et dossiers s'y rapportant sont consultables dans les Services de Nantes Métropole (02.40.99.48.48)

Nantes le : 17 mars 2017
Affiché le : 17 mars 2017